

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier profondément mon directeur de mémoire George Chabert, professeur au Département de français à NTNU. Son aide m'a permis de fournir une problématique intéressante, et je suis très reconnaissante des conseils qu'il m'a donnés tout au long du travail d'écriture, sur le plan du contenu aussi bien qu'au niveau linguistique.

Je voudrais également remercier NTNU et Sciences Po Lyon, pour avoir réalisé mon rêve d'effectuer un semestre d'études en France. Le séjour à Lyon a contribué à développer à la fois mes connaissances de la langue française et mon intérêt pour les études politiques.

Un grand merci à Thomas, toujours prêt à discuter et partager ses connaissances des relations internationales, et pareillement à ma famille, qui m'a toujours soutenu dans ma poursuite d'études.

Enfin et surtout, je tiens à remercier Tove Williksen Haug, professeure à Inderøy videregående skole, pour m'avoir introduit au monde merveilleux qu'est celui de la langue française.

Abstract

This master's thesis deals with France's contemporary foreign policy. Taking as a point of departure the instauration of the Fifth Republic and the diplomatic tradition established by its founding father Charles de Gaulle, the aim of this study is to identify the international approach taken by the current president François Hollande. Is his approach a continuation of the one taken by his predecessors, or is it rather a break with tradition? Covering all aspects of French foreign policy would be a task too vast for this thesis, consequently the choice has been made to focus on two of its components: French policy towards Africa, and relations between France and the USA. Both of these aspects were fundamental in French foreign policy under De Gaulle.

Firstly, France's contemporary African policy will be examined. In his election platform, François Hollande promised a break with the concept of "Françafrique". Has there indeed been a change in African policy during the first two years of his mandate? Secondly, it is the French-American relation that will constitute the object of study. Here, one of the main goals will be to decide whether the current president maintains an attitude of independence from the United States, which was so crucial for De Gaulle. Thirdly, the focus will be shifted towards the president himself. Extracts from several of his speeches and texts will be examined, in order to see if they can add something to the analyses done in the two previous parts. The study concludes that De Gaulle's visions and ambitions are still present in Hollande's rhetoric. However, the reality of the twenty-first century makes it impossible for France to carry them out.

Belonging to the field of civilisation studies, this thesis lies at the crossroads of several disciplines. It can be qualified as a contemporary study within the field of political science, focusing on international relations. At the same time, there are strong historical elements. The work is largely based on the qualitative study of texts. News articles and texts produced by François Hollande constitute the main sources consulted during the research.

Résumé

Ce mémoire de master porte sur la politique étrangère contemporaine de la France. En partant du moment de naissance de la V^e République et la tradition diplomatique instaurée par son père fondateur Charles de Gaulle, le but sera d'identifier la ligne internationale prise par le président actuel, François Hollande. Cette ligne, montre-t-elle une continuité par rapport à celle des prédécesseurs, ou s'agit-il plutôt d'une rupture ? Le domaine de la politique étrangère étant bien vaste, un choix de délimitation s'est imposé. La sélection de deux aspects de la politique extérieure a été faite, et le choix est tombé sur la politique africaine et la relation entre la France et les États-Unis. Ces aspects-là ont tous les deux été fondamentaux dans la politique étrangère française depuis l'époque de De Gaulle.

Premièrement, la politique africaine contemporaine de la France sera examinée de près. Dans son programme électoral, François Hollande a promis de rompre avec le concept de la Françafrique. A-t-on pu observer un changement dans la politique africaine lors des deux premiers ans de son mandat ? Deuxièmement, c'est la relation franco-américaine constituera l'objet d'étude. Dans cette partie, l'un des objectifs principaux sera de déterminer si le président actuel maintient la ligne d'indépendance vis-à-vis des Américains, si fondamentale pour de Gaulle. Troisièmement, quelques extraits des discours de François Hollande seront examinés, pour voir si ceux-ci ajouteront quelque chose à l'analyse déjà faite dans les deux parties précédentes. En conclusion, les visions de De Gaulle restent vivantes dans les discours du président Hollande, mais la réalité du monde du XXI^e siècle ne permet pas à les exercer.

Appartenant à la discipline de la civilisation, ce travail se trouve à la croisée de plusieurs champs d'études. Il peut être qualifié d'une étude contemporaine en science politique, plus spécifiquement focalisé sur les relations internationales, ayant en même temps des aspects historiques. Le travail se basera sur l'étude qualitative des textes. Les articles de presse et les textes produits par François Hollande lui-même constitueront les sources principales consultées lors de la rédaction du mémoire.

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	1
ABSTRACT.....	3
RESUME.....	5

I

1.0 INTRODUCTION.....	9
1.1 LA POLITIQUE ETRANGERE SOUS LA V ^E REPUBLIQUE.....	10
1.1.1 <i>Les trois axes de la politique extérieure gaullienne.....</i>	<i>10</i>
1.1.2 <i>Où en sommes-nous aujourd'hui ?.....</i>	<i>12</i>
1.2 PROBLEMATIQUE.....	13
1.2.1 <i>Plan.....</i>	<i>13</i>
1.3 UN OUTIL PEDAGOGIQUE.....	13
2.0 APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	15
2.1 LES SOURCES.....	16

II

3.0 LA RUPTURE DANS LA CONTINUTE.....	19
3.1 LIENS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX.....	20
3.2 L' AIDE AU DEVELOPPEMENT.....	21
3.3 PRESENCE MILITAIRE FRANÇAISE EN AFRIQUE.....	22
3.3.1 <i>L'opération Serval.....</i>	<i>24</i>
3.3.2 <i>L'opération Sangaris.....</i>	<i>26</i>
3.3.3 <i>L'opération Barkhane.....</i>	<i>29</i>
3.4 SOMMETS ET VISITES OFFICIELLES.....	29
3.5 LE DILEMME DE LA POLITIQUE AFRICAINE.....	31
4.0 L'AMITIE FRANCO-AMERICAINE.....	33
4.1 LA FRANCE ET L'OTAN.....	33
4.2 L'EXCEPTION FRANÇAISE.....	36
4.3 DISCORDES ET POLEMIQUES.....	36
4.3.1 <i>Le conflit israélo-palestinien.....</i>	<i>37</i>
4.3.2 <i>L'Iran.....</i>	<i>38</i>
4.3.3 <i>La Syrie.....</i>	<i>39</i>
4.3.4 <i>L'Ukraine.....</i>	<i>39</i>
4.4. FRANÇOIS HOLLANDE AUX ÉTATS-UNIS.....	40
4.5 PARTAGE DES TACHES.....	42

III

5.0 FRANÇOIS HOLLANDE PAR LUI-MEME.....	45
5.1 LA PRIMAIRE PRESIDENTIELLE SOCIALISTE DE 2011.....	45
5.2 LES DISCOURS DE LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE DE 2012.....	47
5.3 DISCOURS DE DAKAR, 12 OCTOBRE 2012.....	49
5.4 DISCOURS A L'ONU, NEW YORK, 24 SEPTEMBRE 2014.....	51
6.0 CONCLUSION.....	55
BIBLIOGRAPHIE.....	57
ANNEXE.....	65
DISCOURS DE DAKAR, LE 12 OCTOBRE 2012.....	65
DISCOURS A L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU, 24 SEPTEMBRE 2014.....	75

1.0 Introduction

Quand François Hollande a été élu président de la République le 6 mai 2012, c'était avec la promesse d'apporter le « changement » et la « rupture », tout en étant un « président normal ». Deux ans après son entrée au palais de l'Élysée, Hollande se trouve face à des sondages déplorables, le qualifiant de président « le plus impopulaire de la V^e République »¹. Menant une bataille acharnée contre les déficits budgétaires, le peuple français devient de plus en plus découragé face à la situation économique pénible dans laquelle se trouve actuellement leur pays. Difficultés à domicile, qu'en est-il de la position internationale de la France ?

Titulaire du deuxième réseau diplomatique du monde, la France est un pays avec des longues traditions diplomatiques. Le général de Gaulle, père fondateur de la V^e République a eu des ambitions particulières dans le domaine de la politique extérieure. Celles-ci sont bien résumées dans sa fameuse formulation dans les *Mémoires de guerre* : « La France ne peut être la France sans la grandeur »². Cette ambition de poursuivre la grandeur est restée l'une des pierres angulaires de la politique étrangère française sous les présidents suivants. Pourtant, plusieurs commentateurs politiques ont récemment mis en cause les capacités du président actuel de maintenir ce principe. Les journalistes n'hésitent pas à questionner les compétences diplomatiques de Hollande, certains allant jusqu'à lui diagnostiquer une « schizophrénie » dans les affaires étrangères, l'accusant de manquer complètement de vision. Cela a surtout été la tendance dans les médias suite aux décisions très contradictoires concernant la vente des navires Mistral à la Russie. D'un autre côté, il y a aussi ceux qui saluent Hollande pour sa volonté de faire cavalier seul dans certains cas, comme la livraison d'armes d'abord aux rebelles en Syrie, et plus récemment aux forces kurdes en Irak.

Comment s'inscrit donc la politique étrangère de François Hollande dans la tradition diplomatique française ? Quels sont aujourd'hui les intérêts et les buts de la France ? Pourrait-

¹ « François Hollande devient le président le plus impopulaire de la Ve République », *Le Monde*, le 4 septembre, 2014, consulté le 12 septembre, 2014, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/09/04/francois-hollande-devient-officiellement-le-president-le-plus-impopulaire_4482376_4355770.html.

² Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre* (Paris : Plon, 1954-1959) t. I, *L'Appel*, 1.

on y identifier une « doctrine Hollande » ? Faisons d'abord un petit retour en arrière, et examinons quelques-uns des lignes directrices dans les questions internationales.

1.1 La politique étrangère sous la V^e République

Avec la promulgation de la V^e République le 4 octobre 1958, la France passe d'un régime paralysé par l'instabilité gouvernementale à une nouvelle République, où le pouvoir exécutif jouera un rôle plus prépondérant. Souvent décrit comme un régime de modèle semi monarchique, la V^e République repose sur une figure tutélaire, personnifiée par le général de Gaulle, son premier président. La nouvelle Constitution donne quelques indications en ce qui concerne le rôle du président. Cela évoluera vers ce que nous connaissons aujourd'hui comme les *domaines réservés*. Ce sont notamment les domaines de la défense nationale et la diplomatie que l'on considère comme des responsabilités réservées au président de la République. Selon la Constitution, le président est « le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités »³, il accrédite les ambassadeurs⁴, il est le chef des armées⁵, et c'est lui qui négocie et ratifie des traités⁶. Dès 1958, le président de la République joue donc un rôle plus important en tant que chef de la diplomatie française.

La manière dont de Gaulle a exercé la politique étrangère a aussi contribué à changer le statut du président. À travers sa façon très personnelle de diriger le pays, et son individualisme par rapport aux autres chefs d'État, de Gaulle a établi la norme pour ses successeurs. Aux stipulations officielles de la Constitution vient donc s'ajouter les pratiques du général lui-même, ceux-ci constituant une base pour la tradition diplomatique de la France, continuant à un certain degré jusqu'à nos jours. Indépendance, grandeur et pragmatisme sont tous des principes que l'on associe avec cette tradition gaulliste. Mais quelles sont, plus concrètement, les grandes lignes de la politique internationale sous de Gaulle ?

1.1.1 Les trois axes de la politique extérieure gaullienne

En 1958, plusieurs événements ont laissé la France humiliée sur la scène internationale ; la Seconde guerre mondiale, la crise de Suez, les guerres d'indépendance en Indochine et en Algérie sont toutes des épisodes pénibles pour la France. L'objectif primordial de De Gaulle était de restaurer à la France sa grandeur et son autorité dans la société internationale. Ce but a

³ *Constitution du 4 octobre 1958*, titre II, art. 5.

⁴ *Ibid.*, art. 14.

⁵ *Ibid.*, art. 15.

⁶ *Ibid.*, titre VI, art. 52.

influencé tous les aspects de la politique étrangère pendant sa présidence, et la diplomatie est devenue un moyen dans la poursuite de cette ambition.

La doctrine internationale sous de Gaulle s'est constituée autour de trois axes : l'Afrique, les deux grands blocs de la Guerre froide et la question européenne.

La politique africaine de l'administration gaullienne s'est basée largement sur la fondation et le maintien de ce que l'on appelle la *Françafrique*. Mis à part le cas de l'Algérie, la décolonisation de l'Afrique s'est passée d'une manière assez pacifique. La Tunisie et le Maroc ont obtenu l'indépendance en 1956, et dès 1960 la plupart des colonies de l'Afrique subsaharienne ont suivi. La France a pourtant continué de maintenir des liens forts avec ces pays, et de Gaulle s'est présenté comme le champion de la décolonisation et l'interlocuteur privilégié du Tiers-Monde. Le terme de « Françafrique » se réfère à cette relation particulière, conçue par l'administration gaullienne, entre la France et les anciennes colonies sur le continent africain.

Le deuxième axe, qui est devenu un des traits essentiels du gaullisme, est la volonté de rester indépendant des grands blocs. Au moment de naissance de la V^e République, le monde est effectivement devenu bipolaire ; il y avait eu une formation des blocs autour des deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique. De Gaulle a refusé d'adhérer à l'un ou à l'autre, et le choix de développer l'arme nucléaire a été une mesure pour démontrer la force et l'autonomie de la France par rapport aux deux blocs. L'une des visions de De Gaulle a été que la France représente une troisième alternative dans un monde bipolarisé. Cette ambition aboutissait surtout dans un besoin de souligner l'indépendance de la France par rapport aux États-Unis. De nombreuses décisions ont montré cette volonté de ne pas succomber aux pressions des Américains dans les questions internationales, dont la plus cruciale était peut-être celle de retirer la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966. L'aversion pour l'hégémonie américaine est devenue l'un des traits définissants de la doctrine gaulliste.

L'instauration de la V^e République coïncide avec les premières étapes du processus d'intégration européenne. La France a, avec l'Allemagne, été la force motrice de la coopération européenne dans les années de l'après-guerre. La question européenne était naturellement très pertinente pendant la présidence de De Gaulle, et constitue donc le troisième axe de sa politique étrangère. Le thème de la politique européenne ne sera cependant pas abordé dans ce mémoire ; thématique intéressante, sa portée serait simplement trop vaste dans le cadre de ce projet.

Ces trois axes ont formé la base pour la politique étrangère française dans les années qui ont suivi, instaurant ainsi une tradition propre à la diplomatie française.

1.1.2 Où en sommes-nous aujourd'hui ?

La tradition diplomatique telle que décrite ci-dessus, persiste-t-elle encore aujourd'hui ? De plus en plus de journalistes et de politologues semblent en douter. Regardons d'abord le programme électoral de François Hollande. Celui-ci ne compte rien de moins que 60 points ou « engagements », constituant tous ensemble son projet pour la France. Très peu d'entre eux traitent de la politique étrangère, et une stratégie distincte en ce qui concerne les questions internationales n'est pas apparue lors de la période de campagne. Seuls les points 57 à 60, qui composent une sous-section intitulée « Je veux porter haut la voix et les valeurs de la France dans le monde »⁷, sont voués à ce domaine. Ici Hollande promet, entre autres choses, de retirer les forces françaises de l'Afghanistan, de rompre avec la Françafrique, et de développer des relations avec les pays émergents, notamment la Chine, l'Inde et le Brésil. En outre, il plaide pour une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, dont lequel il envisage un élargissement, tout en gardant la place permanente et le droit de veto à la France. Le dernier engagement est consacré au domaine de la défense, où le candidat socialiste explique qu'il veut développer une politique industrielle de défense ambitieuse. Il omet cependant d'expliquer plus concrètement comment cela va se faire.

La rédaction du programme électoral en 60 points fait penser aux « 110 propositions pour la France »⁸, formulées par François Mitterrand en 1981. Si l'on compare ces deux programmes, plusieurs différences se manifestent. Les affaires étrangères occupent une place beaucoup plus prépondérante dans le programme de 1981. Au total, la liste de Mitterrand compte 19 sur 110 propositions qui traitent des thèmes liés à la politique extérieure, soit environ 17% des points. Chez Hollande, cette part tombe à 6,7%. En outre, la disposition des deux programmes montre aussi une autre divergence. Mitterrand a choisi d'ouvrir son programme avec 13 points qui traitent des relations entre la France et le monde, tandis que Hollande attend jusqu'à la fin de son programme pour dire seulement quelques petits mots sur la politique extérieure.

⁷ « Le projet de François Hollande », consulté le 18 août, 2014, <http://www.parti-socialiste.fr/dossier/le-projet-de-francois-hollande>.

⁸ « 1981 : les 110 propositions », consulté le 18 août, 2014, <http://www.lours.org/default.asp?pid=307>.

1.2 Problématique

Difficile à identifier lors de sa campagne électorale, la doctrine internationale de François Hollande semble encore à mi-mandat rester dans l'obscurité. Vers quelle direction a-t-il conduit la France depuis son entrée à l'Élysée ? A-t-il donné suite aux engagements de son programme ? Et où en sommes-nous en ce qui concerne la tradition diplomatique gaulliste ?

Le président actuel, a-t-il une ambition pour la France dans le monde, une « grande stratégie » ? Ou est-ce que l'ancien Premier ministre François Fillon a été plus proche de la vérité dans ses reproches en juin 2013, où il a proclamé que « Hollande n'a pas de projet, pas de vision, pas de légitimité »⁹ ? Évidemment, il faut prendre cet énoncé avec un grain de sel, rendant compte du fait que M. Fillon est l'une des figures de proue de l'UMP. La question est néanmoins pertinente. La politique étrangère contemporaine de la France, est-elle le résultat d'une vision cohérente ? Et dans ce cas-là, cette vision est-elle conforme à celle de la tradition gaulliste ? De telles questions forment la problématique de cette étude.

1.2.1 Plan

Il sera question d'abord d'un « état des lieux » en ce qui concerne les deux premiers axes de la doctrine gaulliste. Dans un premier temps, on examinera de près la politique africaine contemporaine de la France. François Hollande a-t-il réussi de rompre avec le concept de la Françafrique, comme prévu dans son programme électoral ? Dans un deuxième temps, ce sera la relation franco-américaine qui constitue l'objet d'étude. Dans cette partie, l'un des buts essentiels sera de déterminer si le président actuel maintient encore la ligne d'indépendance vis-à-vis des Américains, si fondamentale pour de Gaulle. Dans un troisième temps quelques extraits des discours de François Hollande seront examinés, pour voir si ceux-ci ajouteront quelque chose à l'analyse de la politique étrangère française déjà faite dans les deux parties précédentes.

1.3 Un outil pédagogique

À NTNU, les étudiants en programme de « lektor » ont la possibilité de choisir un mémoire qui n'est pas étroitement lié à un thème didactique. Pourtant, il faudra justifier la pertinence du travail par rapport à l'enseignement dans les écoles norvégiennes. Le domaine de la politique n'est probablement pas le premier auquel on pense quand il s'agit de l'enseignement de troisième langue au collège et au lycée. La connaissance de la vie politique française sera

⁹ « François Fillon : « Hollande divise les Français » », *Le Figaro*, le 17 juin, 2013, consulté le 16 septembre, 2014, <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/06/17/01002-20130617ARTFIG00775-francois-fillonhollande-divise-les-francais.php>.

toutefois d'une grande aide pour le professeur, lui donnant une confiance accrue dans son enseignement. Cette connaissance approfondie permet aussi, si l'opportunité se présente, à travailler en détail sur le système politique de la France. En même temps, ce mémoire présente une occasion de prendre du recul et voir les grandes lignes, vu qu'il étudie la France en relation avec la société internationale. Faire comprendre aux élèves la position qu'a la France dans le monde, et non pas simplement l'étudier en tant qu'un pays isolé, contribuera à leur donner une meilleure compréhension du monde en général. Une partie considérable du travail est consacrée aux relations entre la France et le continent africain. Cela permettra de sortir des frontières de la France, et avoir un aperçu de l'étendue mondiale de la francophonie. Même si il y a des aspects historiques, ce mémoire est essentiellement une étude contemporaine. Connaissance de ce qui se passe en France actuellement sera un grand atout pour le professeur à la rencontre des nouvelles générations d'élèves.

Dans le programme d'enseignement pour les écoles norvégiennes, « Læreplan for Kunnskapsløftet 2006 », il y a des objectifs d'apprentissage stipulés pour chaque matière. Pour les langues étrangères, ceux-ci sont organisés selon trois types différents, soit *språklæring*, *kommunikasjon* et *språk, kultur og samfunn*. Ce mémoire entre clairement dans le dernier type, « langue, culture et société ». Au collège, les élèves devraient parmi d'autres choses être en mesure de « parler de la vie quotidienne, des personnes et des événements actuels dans la zone linguistique » et « comparer certains aspects des traditions, des coutumes et du mode de vie dans la zone linguistique »¹⁰. Les objectifs pour l'enseignement au lycée sont similaires, mais d'un niveau plus élevé. Connaissance du système politique constitue une partie de ces objectifs qui ne devrait pas être négligée.

¹⁰ Ma traduction. « Læreplan for kunnskapsløftet 2006 », *Utdanningsdirektoratet*, consulté le 27 octobre, 2014, <http://www.udir.no/kl06/FSP1-01/>.

2.0 Approche méthodologique

Écrire un mémoire en civilisation ne présuppose pas une seule approche méthodologique, puisque la discipline de la civilisation se trouve à la croisée de plusieurs champs d'études. Ce mémoire peut être qualifié d'une étude contemporaine en science politique, plus spécifiquement centré sur les relations internationales. Il y a aussi des dimensions historiques, il s'agit donc ici d'un travail pluridisciplinaire. L'objectif principal du projet est d'examiner la politique étrangère française sous la présidence de François Hollande, et déterminer si il y a un développement par rapport à la politique internationale menée par ses prédécesseurs. Cela implique qu'il faut remonter un peu dans l'histoire, et la question de rupture ou continuité sera essentielle. La politique extérieure actuelle de la France, est-elle un prolongement des traditions diplomatiques, ou s'agit-il plutôt d'une rupture avec celles-ci ?

La majorité du travail sera basée sur l'étude des textes. Comme déjà clarifié dans l'introduction, le premier but de ce mémoire est de faire un « état des lieux » de la ligne politique suivie par le président Hollande dans les affaires étrangères. Une deuxième question est de dévoiler sa compréhension personnelle de la politique extérieure, c'est-à-dire comment il définit le rôle de la France sur la scène internationale. Pour trouver des réponses à ces questions, un corpus de texte sera étudié. Ce corpus se constituera par des types différents de textes, allant des articles de presse jusqu'aux documents officiels, aussi bien que des textes produits par le président lui-même. Le travail consiste à étudier ces textes de près, y trouver un sens et arriver, à travers l'analyse de l'ensemble du corpus, à une interprétation qui permet à répondre à la problématique du mémoire. Comme il s'agit d'un travail basé sur des textes, et non pas d'une collection des données à grande échelle suivie par une analyse s'appuyant sur la statistique, l'approche est qualitative.

Le sujet de ce mémoire est essentiellement contemporain. Ce choix implique bien des avantages, mais aussi certains défis. Parmi les atouts trouve-t-on le plaisir de travailler avec quelque chose d'actuel qui se déroule devant nos yeux. Cet aspect de contemporanéité contribuera sûrement à augmenter l'enthousiasme de l'étudiant. De l'autre côté, le sujet contemporain peut aussi poser des problèmes, surtout en ce qui concerne les sources. Comme c'est bien le temps présent qui constitue l'objet d'étude, il n'existe pas encore beaucoup de travaux scientifiques auxquels on peut s'appuyer. Quelles sont donc les sources mises à disposition dans un tel travail ?

2.1 Les sources

Les sources consultées sont à la fois nombreuses et diverses. Elles peuvent être classées en *sources primaires* et *sources secondaires*.

Parmi les sources primaires trouve-t-on des documents officiels et des textes produits par les personnages politiques. La *Constitution française* et le *livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* sont des exemples de documents officiels cités. Quant aux textes produits par les politiciens, il y a des œuvres comme les *Mémoires de Guerre* de Charles de Gaulle, et d'autres livres de caractère autobiographique comme *Changer de Destin* de François Hollande. Ce sont les textes de François Hollande qui constitueront la source la plus importante. Ses discours et entretiens feront également partie des sources primaires. Ces discours existent soit sous forme écrite, comme dans le livre *Le Rêve Français* (2011), qui est une collection des discours de Hollande datant de la période avant l'élection présidentielle, soit ils sont disponibles sous forme d'enregistrements vidéo ou audio. Il y a aussi un troisième genre de sources que l'on pourrait qualifier de source primaire, soit les sites internet de caractère officiel, notamment les sites de la Ministère de la Défense, le Parti Socialiste où le Centre d'actualités de l'ONU.

Quant aux sources secondaires, il y a d'abord les médias. Les articles de presse constitueront une partie considérable des sources consultées dans ce travail, et leur fonction est avant tout comme source des événements, des dates, des chiffres, des énoncés etc., c'est-à-dire des informations factuelles. Il est bien possible de classer la presse comme une source primaire, par exemple si l'on a pour but d'étudier l'image d'une figure publique véhiculée à travers les médias. Cependant, cela n'est pas objectif de ce mémoire, les articles de presse sont donc considérés comme une source secondaire. L'utilisation des sources médiatiques implique que l'on fasse particulièrement attention, car les articles de presse ne sont jamais objectifs. Des journaux quotidiens comme *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*, tous cités fréquemment lors de ce mémoire, ont des orientations politiques différentes, et l'argumentation employée dans leurs articles respectifs est probablement biaisée par celles-ci. De plus, l'utilisation des médias ne se limite pas seulement à la presse française, les sites d'actualités américains, britanniques, belges et africains, pour ne mentionner que quelques-uns, sont également consultés, ce qui permet peut-être à avoir une image plus complète et plus nuancée des événements passés.

Le dernier type de sources secondaires est celui de la littérature spécialisée sur le sujet d'étude, c'est à dire des œuvres sur la politique étrangère de la France. La plupart parmi ces ouvrages

met l'accent sur les aspects historiques, mais y ajoute aussi des interprétations des événements. Quelques œuvres historiques de caractère général seront consultés, comme *La Grandeur*, un livre de Maurice Vaïsse sur la politique étrangère du général de Gaulle. Pour la thématique plus spécifique, ce mémoire s'appuiera sur un nombre d'articles scientifiques, dont la majorité datent de la première décennie du XXI^e siècle. Ces articles sont issus de plusieurs milieux académiques ; le mémoire ne cite pas uniquement des académiciens français, mais aussi américains, britanniques et même norvégiens. En évitant de se restreindre à une seule tradition académique, on minimisera le risque de parvenir à des analyses trop simplistes et biaisées.

II

3.0 La rupture dans la continuité

Lors de sa campagne électorale, Hollande a exprimé une volonté claire de rompre avec la Françafrique. La notion de *Françafrique* évoque aujourd'hui des associations de caractère négatif ; l'expression fait généralement penser à la corruption, les accords secrets avec des dictateurs africains et le néocolonialisme. Cela n'a pas toujours été ainsi. Utilisé pour la première fois par Félix Houphouët-Boigny¹¹, président de la République de Côte d'Ivoire d'alors, le terme désignait pour lui une coopération proche et amiable entre les chefs d'État de la France et ceux de l'Afrique francophone. Même si la plupart des colonies africaines ont obtenu formellement leur indépendance en 1960, la France a continué à détenir une influence considérable dans ces pays, par suite d'un grand nombre d'accords bilatéraux. La coopération militaire, l'éducation et la gestion administrative constituaient quelques uns parmi les domaines concernés par ces accords.¹²

Le maintien d'une zone d'influence en Afrique était l'un des principes primordiaux de la doctrine gaulliste. Cela s'explique bien si l'on prend en considération la situation internationale de l'époque ; dans un monde bipolarisé il serait logique pour la France de se concentrer sur le continent africain, une partie du monde qui se trouvaient encore en dehors des deux blocs. Une politique très active vis-à-vis de l'Afrique était donc un choix stratégique pour de Gaulle. C'était aussi évidemment un choix naturel, vu que presque la moitié de l'Afrique avait été colonisée par la France.

La politique africaine sous de Gaulle était largement caractérisée par les relations personnelles entre les dirigeants. Du côté français, le personnage le plus central dans les relations franco-africaines dans cette époque a été Jacques Foccart. Entre 1960 et 1974 il a occupé le poste de « secrétaire général de l'Élysée aux affaires africaines et malgaches », et pendant ces années, il a jeté les bases pour une coopération franco-africaine fondée largement sur des relations interpersonnelles entre les membres des élites politiques de chaque pays. Ces réseaux constituent l'un des points de la critique du comportement de la France envers ses anciennes colonies ; certains ont prétendu que c'était justement cette tendance à confondre les rôles

¹¹ Ketil Fred Hansen, « Fra Françafrique til Eurafrique », *Internasjonal Politikk* 2(2009) : 179.

¹² Ibid., 178.

officiels et personnels qui a ouvert la voie à la corruption qui a eu lieu dans le cadre des relations franco-africaines. C'était au cours des années 1990, et surtout après les publications de François-Xavier Verschave¹³, que l'on a pu observer un changement dans l'opinion public sur la politique menée de la France vis-à-vis de l'Afrique dès les années 1960.

Pour mieux comprendre les relations qu'entretient la France avec le continent africain, il serait utile d'aborder séparément les différents types de relations, soient des liens de caractère économique et commercial, ceux qui relèvent de l'aide au développement, les aspects militaires et enfin les relations telles qu'exprimés à travers les sommets et les visites d'État.

3.1 Liens économiques et commerciaux

« La France n'a plus besoin économiquement de l'Afrique », a proclamé Nicolas Sarkozy lors d'un discours à Bamako en 2006.¹⁴ Pourtant, la France entretient historiquement des liens économiques très forts avec le continent africain.

Une monnaie commune des colonies françaises d'Afrique a été mise en place en 1939. Cette monnaie, le « franc des Communautés financières d'Afrique », appelé le franc CFA, était en parité avec le franc français. Ce système a contribué à assurer aux pays de la zone franc une monnaie assez stable. Le maintien de ce régime monétaire a constitué une dépense considérable pour la France, et la décision a été prise par le gouvernement Balladur en 1994 de dévaluer de 50% le franc CFA.¹⁵ Ainsi, le coût de la politique africaine a été fortement réduit. Le système du franc CFA persiste encore aujourd'hui, et il comprend aussi des pays africains qui n'ont jamais été des colonies françaises, comme la Guinée Equatoriale et la Guinée-Bissau.

L'Afrique a longtemps été l'un des partenaires les plus importants de la France, tant à l'import qu'à l'export. L'accès aux ressources naturelles du continent africain reste essentiel pour la France, surtout dans le secteur pétrolier. L'import des matières premières comme l'uranium et le magnésium vient aussi quasi exclusivement des pays africains.¹⁶ Un nombre extensif de

¹³ En 1998, François-Xavier Verschave a publié un ouvrage intitulé *La Françafrique : la plus longue scandale de la République*. Ce livre a contribué à changer l'opinion publique sur la politique africaine française.

¹⁴ Philippe Hugon, « Où en est-on de la Françafrique ? », *La Revue Internationale et Stratégique*, n° 77 (2010/11) : 166, consulté le 20 septembre, 2014, doi : 10.3917/ris.077.0163.

¹⁵ Tony Chafer, « Chirac and 'la Françafrique': No Longer a Family Affair », *Modern & Contemporary France* 13, n° 1(2005) : 14, doi : 10.1080/0963948052000341196.

¹⁶ Ketil Fred Hansen, op.cit., 182.

firmer françaises a aussi pris pied en Afrique. En Côte d'Ivoire, il y a actuellement 800 entreprises françaises, qui sont responsables d'environ 30% du PIB du pays, selon les autorités ivoiriennes.¹⁷ Cela étant dit, il y a eu une baisse notable dans les échanges commerciaux franco-africains lors de la dernière décennie. Entre 2000 et 2011, la part du marché de l'Afrique attribuée à la France a connu une diminution de 10% à 4,7%.¹⁸

Ce développement préoccupant n'a pas été ignoré à l'Élysée. En décembre 2013, le président Hollande a exprimé sa volonté de « doubler les échanges avec l'Afrique, dans les deux sens, importations et exportations »¹⁹, lors d'une conférence tenue à Paris le 4 décembre 2013, rejoignant environ 500 chefs d'entreprises africaines et françaises au sujet du « nouveau modèle de partenariat économique » entre la France et l'Afrique. Contrairement à son prédécesseur Nicolas Sarkozy, Hollande semble donc reconnaître l'importance économique des partenaires africains. En outre, il avoue également que les relations financières et commerciales entre l'Afrique et d'autres pays ne sont pas toujours équitables. Pour remédier à ces problèmes, la France a, en coopération avec la Banque mondiale, mis en place « une facilité financière pour renforcer l'assistance juridique aux pays africains dans la négociation de leurs contrats »²⁰. Avant d'en finir avec le domaine de l'économie, il faut aussi dire quelques mots sur l'aide au développement fourni par la France vers les pays africains.

3.2 L'aide au développement

L'aide au développement fait partie historiquement d'un des aspects controversés de la politique africaine de la France. Dès l'époque de la décolonisation, la France a voué une partie considérable de son budget à l'aide au développement dans ses anciennes colonies. Cependant, la majorité de cette aide a été liée aux rachats des produits et des services français.²¹ Les donations sont aussi souvent tombées aux mains de l'élite dirigeante africaine, d'où la conception de la Françafrique comme synonyme à la corruption. En ce qui concerne cette

¹⁷ « Hollande à Abidjan pour intensifier les liens économiques entre France et Côte d'Ivoire », *Le Point Afrique*, le 17 juillet, 2014, consulté le 16 septembre 2014, http://afrique.lepoint.fr/actualites/hollande-a-abidjan-pour-intensifier-les-liens-economiques-entre-france-et-cote-d-ivoire-17-07-2014-1860443_2365.php.

¹⁸ « La France veut doubler ses échanges commerciaux avec l'Afrique », *EurActiv.fr*, le 5 décembre 2013, consulté le 16 septembre, 2014, <http://www.euractiv.fr/development-policy/la-france-veut-doubler-ses-echan-news-532133>.

¹⁹ Ibid.

²⁰ François Hollande, *Discours de Dakar*, le 12 octobre, 2012, consulté le 15 septembre, 2014, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20121012115858/>.

²¹ Ketil Fred Hansen, op.cit., 186.

problématique, les années 1990 sont une époque de rupture, dans le discours sinon dans la pratique.

François Mitterrand a signalé un changement de principe lors du sommet franco-africain à La Baule en 1990, en lançant une nouvelle condition pour obtenir de l'aide française. Désormais, la France devrait aider uniquement les pays progressant vers la démocratie, rejetant ainsi les régimes autoritaires. Cette déclaration a été formalisée dans la doctrine d'Abidjan, élaboré par Édouard Balladur en 1993. Selon cette doctrine, les pays recevant de l'aide française devraient remplir des conditions néolibérales mises en avant par le FMI et la Banque mondiale. Pourtant, ces conditions ne semblent pas toujours avoir été remplies. Des pays comme le Cameroun et le Tchad sont toujours parmi les premiers bénéficiaires d'aide française, en dépit des critiques sévères concernant le niveau de démocratie et le respect des Droits de l'homme dans ces pays.²²

Pendant les années 1960, la part du revenu national brut (RNB) destinée à l'aide au développement a dépassée 1%. Cette partie a été radicalement réduite depuis lors, étant tombée en 2001 à son niveau le plus bas, soit 0,31%.²³ La même année, le président Jacques Chirac a promis que la France augmenterait ce chiffre, atteignant 0,7% en 2012.²⁴ Pourtant, la décision a été prise par Sarkozy de repousser l'échéance de ce but à 2015, et les derniers chiffres ne montre pas un développement favorable à cet égard ; selon l'OCDE, la France a en 2013 consacré 0,4% de son RNB à l'aide publique au développement, ce qui est effectivement une baisse de 0,5% par rapport à l'année précédente.²⁵ La France reste néanmoins l'un des premiers pays donateurs, son aide étant toujours focalisée sur le continent africain.²⁶

3.3 Présence militaire française en Afrique

Selon des chiffres disponibles sur le site du ministère de la Défense au 1^{er} août 2014, il y a actuellement environ 9300 militaires françaises sur terre africaine. En 2010, Philippe Hugon a estimé que ce nombre montait jusqu'à 10 000 hommes. En outre, ce chiffre de 2010 ne comprend pas les forces sous mandat international, comme le fait celui de 2014. On peut donc en tirer la conclusion qu'il y a eu une légère réduction des forces françaises présentes. Toutefois,

²² Ibid., 182.

²³ Ibid., 186.

²⁴ Tony Chafer, op.cit., 19.

²⁵ « Solidarité internationale : la France se désengage fortement », *ccfd-terre solidadire*, le 9 avril, 2014, consulté le 19 septembre, 2014, <http://ccfd-terresolidaire.org/infos/developpement/solidarite-4627>.

²⁶ En 2010, 59% de l'aide publique au développement de la France a eu pour destination l'Afrique subsaharienne, selon Philippe Hugon (2010).

l'Afrique reste sans doute la région du monde où la France concentre la majorité de ses efforts militaires.

La France a toujours une partie considérable de son armée stationnée en dehors de la métropole. Généralement, l'on peut distinguer entre deux types de forces à l'étranger ; d'un côté, il y a les forces engagées dans les *opérations extérieures*, les OPEX, et de l'autre, il y a les *forces de présence*. Au 1^{er} août 2014, les forces OPEX comptent environ 7800 militaires, selon le ministère de la Défense. La plupart de ceux-ci font partie des opérations qui ont lieu sur le continent africain. Les opérations suivantes sont actuellement en cours en Afrique : l'opération Licorne en Côte d'Ivoire (450 militaires), l'opération Sangaris dans la République centrafricaine (2000 militaires), la mission Cormybe au Golfe du Guinée (320 militaires) et l'opération Barkhane (3000 militaires) dans la bande sahélo-saharienne. Cette dernière remplace dès le 1^{er} août 2014 les opérations Épervier et Serval, exécutées respectivement au Tchad et au Mali. Les opérations qui ont été les plus marquantes pendant le mandat de Hollande, c'est-à-dire Serval, Sangaris et Barkhane, seront abordées plus en détail ultérieurement.

Quant aux forces de présence, la majorité de celles-ci sont également stationnées en Afrique. La France dispose de quatre bases militaires à l'étranger, dont trois se trouvent dans des anciennes colonies africaines, respectivement au Sénégal, au Gabon et au Djibouti. L'existence de ces bases remonte à l'époque coloniale, et ces forces de présence ont souvent été établies comme un résultat des accords bilatéraux. En général, leur mission est de prévenir les crises, assurer la stabilité, et protéger des ressortissants. La quatrième base est située à Abou Dhabi, et loge actuellement un effectif de 745 militaires. Celle-ci a été installée en 2009, suite à un accord de défense bilatérale entre la France et les Émirats Arabes Unis, en vigueur dès 1995. L'installation des forces françaises sur la péninsule Arabique représente un événement marquant dans la politique extérieure française ; c'était non seulement la première fois en 50 ans que la France établit une base militaire hors de sa propre territoire, mais aussi un indice d'un retournement dans les intérêts stratégiques. Néanmoins, si l'on considère la totalité des forces françaises hors la métropole²⁷, l'on trouvera que la partie majeure de celles-ci, soit presque 80%, sont localisées sur le continent africain. En outre, le Figaro a rapporté le 2 octobre

²⁷ C'est-à-dire l'ensemble des forces OPEX et les forces de présence. Les *forces de souveraineté*, qui sont déployées sur les territoires d'outre-mer, ne sont pas comprises dans ce calcul.

2014 que l'armée française est en train d'installer une nouvelle base militaire dans le nord du Niger, dans le contexte de l'opération Barkhane.²⁸

Depuis son entrée à l'Élysée, François Hollande a décidé de lancer trois opérations militaires en Afrique : Serval au Mali, Sangaris en République centrafricaine et enfin Barkhane dans la région du Sahel.

3.3.1 L'opération Serval

Alarmé par la poussée vers le sud des rebelles islamistes, le président malien Dioncounda Traoré a appelé la France à la rescousse début janvier 2013. Le 11 janvier, François Hollande a communiqué lors d'une conférence de presse télévisée sa décision d'intervenir militairement. Il a souligné que l'opération se déroulerait dans le cadre de la légalité internationale, une référence à l'accord onusien donné à l'opération. Pour justifier sa décision, Hollande a proclamé qu'il s'agissait « de l'existence même de cet État ami, de la sécurité de sa population et celle également de nos ressortissants ».²⁹ Les buts principaux de l'opération ont été d'empêcher l'avancée des groupes djihadistes dans le nord du pays, et d'assurer l'existence de l'État malien et son intégralité territoriale. Lors d'un débriefing dans le ministère de la Défense qui a eu lieu le 31 janvier, il a été affirmé qu'il y avait 3500 soldats français sur le territoire malien, auxquels sont venu s'ajouter 1100 soldats mobilisables, stationnés au Tchad et au Sénégal³⁰. Les forces françaises n'étaient pas seules dans ce combat ; elles ont coopéré avec la « Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine » (MISMA), composée de militaires venant principalement des pays de l'Afrique de l'Ouest. Avec l'appui de l'armée française et la MISMA, les autorités maliennes ont réussi de reprendre le contrôle de toutes les villes principales du pays. Le premier signe de désescalade est arrivé le 25 mai 2013, quand des dizaines de camions contenant des équipements qui n'étaient plus nécessaires ont été envoyés vers la Côte d'Ivoire³¹. Le 1^{er} juillet s'est terminé l'engagement de la MISMA, celle-ci étant relayée par une mission sous mandat onusien, la MINUSMA (mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali). La MINUSMA est encore en cours,

²⁸ « Bientôt une base française près de la Libye », *Le Figaro*, le 2 octobre, 2014, consulté le 3 octobre, 2014, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/10/02/97001-20141002FILWWW00322-bientot-une-base-francaise-pres-de-la-libye.php>.

²⁹ François Hollande, *Déclaration sur l'intervention militaire au Mali*, le 11 janvier, 2013, consulté le 25 septembre, 2014, <http://discours.vie-publique.fr/notices/137000058.html>.

³⁰ « 4600 soldats français mobilisés », *Le Dauphine*, le 31 janvier, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.ledauphine.com/actualite/2013/01/31/4600-soldats-francais-mobilises>.

³¹ « France army in key Mali withdrawal », *BBC*, le 25 mai, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.bbc.com/news/world-africa-22664484>.

avec environ 6000 effectifs au Mali au moment actuel, pour assurer la stabilité du pays et contribuer à un règlement politique.

François Hollande s'est rendu au Mali en février 2013, et il a souligné lors d'une visite à Tombouctou que la France n'avait « pas vocation à rester au Mali ». ³² La prévision était que l'armée malienne pourrait graduellement prendre le relais des militaires françaises. Pourtant, l'opération s'est prolongée jusqu'à l'été de 2014, quand le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian a annoncé que l'opération Serval était enfin terminée. Le Drian a néanmoins précisé qu'« il y a toujours des risques majeurs de développement de djihadistes dans la zone qui va de la Corne d'Afrique à la Guinée-Bissau ». ³³

Les réactions à l'intervention française au Mali ont été mixtes. Les journalistes de la presse française aussi bien qu'internationale n'ont pas hésité à souligner le grand risque qu'a posée la décision d'agir militairement dans un tel pays. Il est vrai que l'armée française a de l'expérience quand il s'agit des opérations militaires sur le continent africain. Mais cette fois-ci, contrairement à l'habitude, il n'était pas question d'une opération de maintien de la paix. Et en outre, quand il s'agit des interventions militaires de ce genre, la France connaît encore le goût amer suite aux événements catastrophiques au Rwanda en 1994. Ayant soutenu entre 1990 et 1994 le gouvernement Habyarimana, le rôle de la France par rapport au génocide rwandais est très disputé. Les autorités françaises ont rejeté jusqu'au présent toute responsabilité dans ce génocide, qui a eu pour conséquence la mort d'entre 800 000 et 1 million de personnes. Ce n'était donc pas sans danger que Hollande a lancé cette opération ; pas seulement a-t-il pris le risque de perdre des soldats français, mais il s'agissait aussi d'un risque budgétaire, aussi bien que de détériorer l'image de la France.

L'opinion de la communauté internationale a toutefois été largement favorable. Une dizaine de pays a contribué à l'opération, soit avec des armes ou des équipements, soit avec des effectifs. La majorité de ces pays sont des pays européens, auxquels sont venu s'ajouter le Canada, les États-Unis et les Émirats arabes unis et le Tchad. Plusieurs chefs d'État ont aussi applaudi le

³² « Hollande : « Nous n'avons pas vocation à rester au Mali » », *Le Vif*, le 2 février, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.levif.be/actualite/international/hollande-nous-n-avons-pas-vocation-a-rester-au-mali/article-normal-135805.html>.

³³ « Au Mali, l'opération Serval est « de fait terminée » », *Le Monde*, le 13 juillet, 2014, consulté le 30 septembre, 2014, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/07/13/l-operation-serval-remplacee-par-une-operation-antiterroriste_4456261_3212.html.

président français pour ses décisions, parmi d'autres le premier ministre Israélien, Benjamin Netanyahu, qui aurait dit à Hollande lors d'une conversation téléphonique qu'il a « fait un pas courageux dans la lutte contre le terrorisme extrémiste islamiste. »³⁴ Il y a aussi ceux qui ont critiqué l'intervention, comme Mohammed Morsi, ancien président de l'Égypte. Ce dernier a exprimé son inquiétude que l'intervention pourrait alimenter les conflits qui existaient déjà dans la région, et il a proclamé qu'il rejetait « la séparation du nord arabe du cœur de l'Afrique ». ³⁵ Quant à la population malienne, celle-ci semble être quasi unanimement positive aux actions françaises. Selon un sondage réalisé par Al Jazeera fin janvier 2013, une majorité de 96% des sondés au Mali a salué les efforts de Paris.³⁶

Généralement considérée comme un succès, l'opération Serval serait bientôt suivie par une nouvelle mission militaire sur terre africaine. L'opération Sangaris dans la République centrafricaine a été annoncée le 5 décembre 2013, et celle-ci se relèvera beaucoup plus difficile que celle au Mali.

3.3.2 L'opération Sangaris

La décision d'intervenir en République centrafricaine (RCA) a été prise suite à l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la Résolution 2127. Cette Résolution prévoyait le déploiement d'une « Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) », pour améliorer la situation du pays. Selon l'ONU, la situation était marquée par « la faillite totale de l'ordre public, l'absence de l'état de droit et les tensions interconfessionnelles ». ³⁷ Un aspect de cette résolution concernait la France directement ; c'était spécifié que la MISCA serait appuyée par l'armée française, et que cette dernière aurait l'autorité de prendre « toutes les mesures nécessaires ». Le Conseil de sécurité ayant pris sa décision, Hollande a commencé le même soir les efforts de doubler le nombre d'effectifs

³⁴ Ma traduction. « Netanyahu lauds French intervention in Mali », *The Times of Israel*, le 17 janvier, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.timesofisrael.com/netanyahu-lauds-french-intervention-in-mali/>.

³⁵ « Le président égyptien Mohamed Morsi dénonce l'intervention française au Mali », *Radio France Internationale*, le 22 janvier, 2013, consulté le 30 octobre, 2014, <http://www.rfi.fr/afrique/20130122-arabie-saoudite-mohamed-morsi-intervention-francaise-mali-salafistes-freres-musulmans/>.

³⁶ « Interactive : Mali speaks », *Al Jazeera*, le 21 janvier, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.aljazeera.com/indepth/interactive/2013/01/201312113451635182.html>.

³⁷ « RCA : le Conseil de sécurité autorise le déploiement de la MISCA, avec l'appui des forces françaises », *Centre d'actualités de l'ONU*, le 5 décembre, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=31627#VCqmoSj_CSt.

françaises présentes en RCA.³⁸ Il a aussi souligné qu'il ne s'agissait qu'un engagement à court terme : « Cette intervention sera rapide, elle n'a pas vocation à durer. Je suis sûr de son succès. »³⁹ L'aspect de rapidité est reflété dans le choix de dénomination de l'opération, le *Cymothoe sangaris* étant une espèce de papillon africain. « Un papillon, ce n'est pas méchant, ça ne dure pas très longtemps, c'est considéré comme joli et politiquement correct », a expliqué Jean-Vincent Brisset, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.⁴⁰ Cet esprit se montrait cependant un peu trop optimiste.

Un pays longtemps troublé, l'un des conflits les plus graves de la RCA est enraciné dans les tensions religieuses. Sa population est principalement chrétienne, et dès août 2012 la communauté chrétienne s'est trouvée menacée par la Seleka, une coalition consistant des rebelles musulmans venant du Tchad, de la Libye et du Soudan. François Bozizé, le président centrafricain d'alors, a demandé déjà en décembre 2012 à la France et aux États-Unis de l'aide pour battre ces rebelles, mais sans être exaucé.⁴¹ En mars de l'année suivante, Bozizé a été renversé par Michel Djotodia, ce dernier devenant le premier président musulman du pays. Par conséquent, des milices chrétiennes, appelées les Anti-Balaka, se sont formées en cherchant la vengeance. La situation s'est dégénérée encore, et à la fin de 2013, l'ONU a parlé de risque de génocide en RCA, ce qui a abouti à la Résolution 2127.

Entre décembre 2013 et février 2014, la France a déployé un total de 1600 soldats en RCA. Leur première tâche a été de sécuriser la capitale Bangui, et de désarmer les belligérants. Le président Djotodia a démissionné le 10 janvier 2013, et deux jours plus tard, des représentants des Seleka et des Anti-Balaka sont parvenus à un cessez-le-feu, grâce à la médiation française. Pourtant, les actes de violence ont continué. En février, Hollande a pris la décision de renforcer l'opération Sangaris, y déployant 400 militaires supplémentaires.⁴² Les combats se poursuivent

³⁸ En décembre 2013, il y avait déjà 600 effectifs français stationnés en RCA, sous mandat de la mission Boali.

³⁹ « Opération Sangaris », *Ministère de la Défense*, le 10 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, <http://www.defense.gouv.fr/operations/centrafrique/operation-sangaris/operation-sangaris>.

⁴⁰ « Centrafrique : pourquoi l'appellation « Sangaris » ? », *Les Echos*, le 6 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, http://www.lesechos.fr/06/12/2013/lesechos.fr/0203174612405_centrafrique---pourquoi-l-appellation--sangaris---htm.

⁴¹ « Le président centrafricain appelle la France et les Etats-Unis à l'aide », *Libération*, le 27 décembre, 2012, consulté le 25 septembre, 2014, http://www.liberation.fr/monde/2012/12/27/le-president-centrafricain-appelle-la-france-et-les-etats-unis-a-l-aide_870245.

⁴² « La France envoie 400 soldats supplémentaires en Centrafrique », *Le Figaro*, le 14 février, 2014, consulté le 2 octobre, 2014, <http://www.lefigaro.fr/international/2014/02/14/01003-20140214ARTFIG00377-la-france-envoie-des-renforts-en-centrafrique.php>.

encore, et selon le ministère de la Défense, trois soldats français ont été tués lors des batailles en RCA depuis le 5 décembre 2013.⁴³ Ayant promis d'abord une intervention courte et efficace, François Hollande a proclamé lors du sommet pour la Paix et la Sécurité en Afrique, qui s'est tenu à Paris les 6 et 7 décembre 2013, un déploiement « aussi longtemps que nécessaire » des forces françaises pour stabiliser la situation dans la RCA.⁴⁴ Presque dix mois plus tard, l'achèvement de cette opération semble encore très incertain, ce qui se laisse peut-être expliquer par le fait que les forces françaises n'ont pas d'objectif clair. En RCA, il ne s'agit pas de éliminer un seul adversaire identifiable, comme c'était le cas au Mali. Cette fois-ci, il y a plusieurs ennemis, et le vrai adversaire, c'est « les désordres et les massacres », comme l'a expliqué le général Vincent Desportes en décembre 2013.⁴⁵

Les opinions sur l'opération Sangaris sont plus partagées que celles sur Serval. Plusieurs journaux, parmi d'autres le quotidien algérien *Liberté*, ont critiqué les autorités françaises, jugeant que leur engagement en Centrafrique n'est qu'un moyen pour renforcer sa position dans la société internationale⁴⁶. D'autres ont mis en question le déroulement de l'opération. Peter Bouckaert, directeur de la division Urgence de *Human Rights Watch*, a prétendu en février 2013 que la France n'avait « pas de stratégie digne de ce nom » en RCA⁴⁷. Son point de critique principal a été l'incapacité des Français de prévoir et de réagir aux actes de vengeance des Anti-Balaka. Il existe aussi ceux qui acclament l'intervention française, notamment le journal britannique, *The Times*, qui font valoir que la France a agi pour éviter une catastrophe humaine. L'opération Sangaris encore en cours, un troisième OPEX en Afrique a été lancée pendant l'été de 2014.

⁴³ « In Memoriam », *Ministère de la Défense*, consulté le 2 octobre, 2014, <http://www.defense.gouv.fr/operations/centrafrique/in-memoriam/in-memoriam>.

⁴⁴ « Centrafrique : Hollande annonce le déploiement de 1600 soldats », *Libération*, le 7 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, http://www.liberation.fr/monde/2013/12/07/les-renforts-terrestres-francais-sont-entres-en-centrafrique_964839.

⁴⁵ « Mission Sangaris : pour le général Desportes, il faut « agir vite » en Centrafrique », *Radio France Internationale*, le 26 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, <http://www.rfi.fr/afrique/20131226-mission-sangaris-rca-centrafrique-general-vincent-desportes-agir-vite/>.

⁴⁶ « La France ouvre un nouveau front en Centrafrique », *Liberté*, le 27 novembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, <http://www.liberte-algerie.com/international/la-france-ouvre-un-nouveau-front-en-centrafrique-alors-que-sa-guerre-au-mali-n-est-pas-derriere-elle-211200>.

⁴⁷ « En Centrafrique, les Français n'ont pas de réelle stratégie », *L'Express*, le 5 février, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/en-centrafrique-les-francais-n-ont-pas-de-reelle-strategie_1319956.html.

3.3.3 L'opération Barkhane

En vigueur dès le 1^{er} août 2014, l'opération Barkhane concerne l'ensemble des pays de la bande sahélo-saharienne, c'est à dire la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Cette opération est particulière dans le sens qu'elle implique une approche stratégique toute nouvelle, c'est à dire une approche régionale et non pas simplement bilatérale entre la France et un seul Etat. Deux buts principaux ont été formulés sur le site officiel du ministère de la Défense : le premier est d'« appuyer les forces armées des pays partenaires de la bande sahélo-saharienne dans leurs actions de lutte contre les groupes armés terroristes » et le deuxième d'« empêcher la reconstitution des sanctuaires terroristes dans la région. »⁴⁸ Par conséquent, les militaires qui ont servi lors de l'opération Serval ne sont pas retournés en France ; ils ont tout simplement changé de mission. Au total, cette mission engage 3000 effectifs français.

L'annonce de l'opération Barkhane a été fait par Jean-Yves Le Drian le 14 juillet 2014. Un commentateur américain, Maxime H. A. Larivé, exprime dans un article publié en août 2013 plusieurs préoccupations en ce qui concerne cette opération. D'abord, laquelle est, exactement, sa finalité ? Quand pourrait-on dire « mission accomplie » ? Comme l'objectif est d'aider les États partenaires à lutter contre le terrorisme, il est très difficile d'envisager une fin de cette opération dans un temps pas très lointain. Ce qui est peut-être encore plus inquiétant est la question de financement de la mission, la situation difficile de l'économie française prise en considération. Larivé note également que la couverture médiatique de l'opération Barkhane a été assez limitée, insinuant que les autorités françaises ne souhaitent pas attirer trop d'attention à son lancement.⁴⁹ Si l'on cherche dans la presse française, par exemple sur les sites des grands quotidiens comme *Le Monde* et *Le Figaro*, l'on trouve au 3 octobre 2014 respectivement 147 et 43 résultats pour « opération Sangaris », par rapport à 9 et 8 pour « opération Barkhane ». Reste à voir comment l'opération Barkhane se déroulera dans les mois, sinon les années à venir.

3.4 Sommets et visites officielles

Les sommets franco-africains ont été l'une des pierres angulaires de la Françafrique. Le premier a eu lieu à Paris en 1973 et réunissait les chefs d'État des pays africains francophones les plus importants. Jusqu'en 1990, ces réunions se sont tenues chaque an, alternativement en France et

⁴⁸ « Opération Barkhane », *Ministère de la Défense*, le 11 août, 2014, consulté le 26 septembre, 2014, <http://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier/operation-barkhane>.

⁴⁹ Maxime H.A. Larivé, *Welcome to France's New War on Terror in Africa : Operation Barkhane*, le 7 août, 2014, consulté le 25 septembre, 2014, <http://nationalinterest.org/feature/welcome-frances-new-war-terror-africa-operation-barkhane-11029>.

en Afrique. Depuis 1990, elles ont lieu tous les deux ans. Au début, ces sommets étaient presque comme des réunions de famille, comme l'a décrit Léopold Sédar Senghor, l'ancien président sénégalais.⁵⁰ Plusieurs développements ont pourtant mis en question cette conception. Premièrement, la décision a été prise assez tôt d'inviter aussi les chefs d'États des pays africains non francophones ; des États anglophones sont représentés déjà au sommet de Kinshasa en 1982, avec l'arrivée des pays comme le Nigeria et la Tanzanie.⁵¹ Cette tendance s'est évoluée au cours des années, et la liste des participants a été élargie encore, comprenant peu à peu aussi des figures de proue de l'UE et l'ONU.

Ce n'est pas seulement la liste de participants qui a évolué au cours des années, la désignation de ces sommets a également changé. À l'origine appelé le « sommet France-Afrique », le nom a été modifié d'abord à la « conférence des chefs d'Etat d'Afrique et de France »⁵², avant d'être reformulé de nouveau par François Hollande en 2013. La dernière réunion a été intitulée « sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique », ce qui indique un développement de plus en plus vers le politiquement correct. Il a été suggéré que ces sommets franco-africains devraient disparaître, étant remplacés par des sommets de caractère plutôt multilatéral, par exemple entre les États membres de l'UE et l'Union Africaine.⁵³ Jusqu'au présent, cela n'a pourtant pas été le cas.

Outre les sommets, les visites d'État représentent un autre aspect significatif dans la politique africaine française. Dès son investiture à l'Élysée, François Hollande s'est rendu dans 16 pays africains. Certains d'entre eux a-t-il visité plusieurs fois, notamment le Mali et la RCA. Pour sa première visite officielle sur le continent, il a choisi le Sénégal, un pays entretenant des liens forts avec la France. Il prononcé devant l'Assemblée nationale sénégalaise son premier grand discours sur le thème de l'Afrique. Celui-ci s'est avéré comme un contraste fort par rapport au discours controversé de son prédécesseur Sarkozy, prononcé en 2007, également à Dakar, où ce dernier a prétendu que le grand problème de l'Afrique était que « l'homme africain n'est pas

⁵⁰ « Sommets France-Afrique : des ruptures dans la continuité », *Radio France Internationale*, le 5 décembre, 2013, consulté le 15 septembre, 2014, <http://www.rfi.fr/mfi/20131204-sommets-france-afrique-ruptures-continuite/>.

⁵¹ Ibid.

⁵² Ce changement a probablement eu lieu entre 1988 et 1990 ; le premier sommet paru avec le titre « conférence des chefs d'Etat d'Afrique et de France » est celui de La Baule en 1990.

⁵³ Ketil Fred Hansen, op.cit., 188.

assez entré dans l'histoire »⁵⁴. Quant à Hollande, il a parlé de l'histoire africaine en termes plutôt positifs, décrivant l'Afrique comme « le berceau de l'humanité », en soulignant en même temps l'avenir de ce continent comme « un grand continent émergent »⁵⁵. Ce discours sera étudié plus en détail ultérieurement.

Quant aux visites officielles des chefs d'État africains en France, le premier chef reçu par Hollande a été Mohammed VI, le roi du Maroc. Ce choix a été plus traditionnel que celui de Nicolas Sarkozy, qui a accueilli en premier Ellen Johnson Sirleaf, la présidente libérienne. Le Libéria étant un pays anglophone, le Maroc est évidemment un pays avec lequel la France entretient des relations beaucoup plus fortes.

3.5 Le dilemme de la politique africaine

Quelle conclusion tirer de la politique africaine de François Hollande ? Maintient-il la stratégie de la Françafrique, avec laquelle il a promis de rompre ? Plusieurs auteurs ont affirmé que la Françafrique a effectivement cessé d'exister, du moins dans sa forme originale, déjà avant l'arrivée au pouvoir de Hollande.⁵⁶ Leurs arguments se fondent sur le fait que la politique française vis-à-vis de l'Afrique ne favorise plus les pays francophones. Cela s'est montré par exemple dans la liste de participants aux sommets franco-africains. Toutefois, l'Afrique est indéniablement un continent auquel la France attribue une signification particulière ; il suffit de regarder le nombre de militaires français se situant actuellement sur son territoire.

Souvent critiqué pour livrer des belles paroles sans action, la politique africaine constitue pour François Hollande une réfutation de cette critique. En Afrique, il agit. Les Français ont été très présents sur le continent africain sous son mandat, et en ce sens-là l'on pourrait faire l'interprétation que Hollande contribue à conserver la Françafrique. Certes, il y a eu de nombreux commentateurs qui ont avancé cet argument, et qui l'accusent donc de mener une politique néocolonialiste. Cela étant dit, il semble que la politique africaine constitue pour la France un dilemme impossible. D'un côté, l'on pourrait intervenir et en même temps risquer

⁵⁴ Nicolas Sarkozy, *Discours de Dakar*, le 26 juillet, 2007, consulté le 25 août, 2014, <http://www.afrik.com/article12199.html>.

⁵⁵ François Hollande, *Discours de Dakar*, le 12 octobre, 2012, consulté le 25 août, 2014, <http://www.jeunefrique.com/Article/ARTJAWEB20121012115858/>.

⁵⁶ Voir Chafer, Hansen et Hugon.

d'être accusé d'ingérence et de néocolonialisme. De l'autre, si l'on évitait de se mêler dans les affaires d'autrui, l'on finirait par être incriminé d'indifférence négligente.

4.0 L'amitié franco-américaine

La France a toujours occupé une position un peu à part chez les Américains. Ayant combattu lors de la Guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique, la France était effectivement le premier allié des Américains. Le marquis de la Fayette, qui a joué un rôle primordial pour la participation des Français dans cette guerre, est considéré comme un héros national aux États-Unis, il a même été nommé « citoyen d'honneur des États-Unis » en 2002. La France et les États-Unis ont aussi certains traits en commun, par exemple ce qu'ils ont toutes les deux une vision particulière du monde. Cela leur donne l'impression d'être des pays exceptionnels, ce qu'à son tour contribue à les convaincre qu'ils devraient jouer un rôle particulier au niveau mondial. Cependant, leur respectives visions du monde divergent à un certain degré, pour la France, la vision est universaliste, et pour les États-Unis, elle est plutôt individualiste. Cette différence pourrait contribuer à freiner la coopération franco-américaine. La relation entre les deux pays est devenue particulièrement difficile après l'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle en 1958.

Dans sa déclaration du 15 mai 1958, le général de Gaulle a déploré la « dégradation de l'État [...], la dislocation nationale et la perte de l'indépendance »⁵⁷. Pour lui, l'indépendance était comme un impératif catégorique, constituant la raison d'être même de l'État. Comme expliqué dans l'introduction, de Gaulle a refusé l'adhérence à aucun des deux grands blocs de la Guerre froide, souhaitant que la France retrouve sa place comme l'une des grandes puissances dans le monde. Dans ce contexte s'est développé un certain mépris envers l'hégémonie américaine, et de Gaulle a à plusieurs reprises agi pour marquer l'indépendance de la France vis-à-vis des États-Unis. La reconnaissance de la République populaire de Chine, la promotion du Québec et ses voyages en Amérique latine étaient des expressions de cette indépendance. La rupture la plus sévère avec les Américains est arrivée en 1966, avec le retrait de la France de la structure du commandement intégré de l'OTAN.

4.1 La France et L'OTAN

La France est l'un des pays fondateurs de l'Alliance atlantique. Les dirigeants français ont cependant été exclus des premières négociations en 1948, qui ont abouti une année plus tard à

⁵⁷ Maurice Vaisse, *La Grandeur* (Paris : Fayard, 1998), 21.

la création de l'organisation avec le traité de Washington.⁵⁸ Dès lors, les Français ont eu un certain sentiment de ne pas être traités comme des partenaires égaux dans les relations atlantiques. Ce sentiment est devenu plus explicite le 17 septembre 1958, quand Charles de Gaulle a adressé un Mémorandum aux chefs d'État des États-Unis et du Royaume-Uni. Il a plaidé pour une réforme de la structure intégrée de l'OTAN, et proposé une direction tripartite, partagée de manière égale entre Américains, Britanniques et Français. Malgré des discussions, une telle réforme n'a pas été réalisée. Plusieurs aspects du fonctionnement de l'OTAN ont constitué des points de mécontentement pour de Gaulle, parmi eux le fait que les chefs des États membres n'auraient pas accès à l'information sur les dépôts d'armes nucléaires de l'Alliance sur leur propre territoire. Le général n'était pas non plus d'accord sur la stratégie nucléaire de « riposte graduée » envisagée pour l'Alliance ; il préférait celle de la « dissuasion ».⁵⁹ La crise de Suez, où la France et le Royaume Uni ont dû se replier suite aux pressions exercées par les États-Unis et l'Union soviétique, a aussi contribué à ces tensions. En 1966, de Gaulle a donc annoncé le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN, expulsant du territoire français le quartier général de l'organisation, qui a eu son siège à Rocquencourt.

La retraite française est venue dans une période où le milieu international était marqué par les tensions de la Guerre froide. Dans ce contexte, de Gaulle voulait s'assurer que la France ne soit pas vassalisée, ni aux Américaines ni aux Soviétiques. Malgré le fait qu'ils ne mettaient plus ses troupes à la disposition de l'OTAN, la France est resté membre de l'Alliance même. Pendant le reste de la guerre froide, les Français ont dans la majorité des cas suivi ses alliés ; ils ont par exemple soutenu le déploiement des missiles Pershing II en RFA lors de la crise des Euromissiles au début des années 1980.⁶⁰ La dislocation de l'Union soviétique en 1991 a mis fin à la Guerre froide, et par conséquent, la raison d'être de l'OTAN a été mise en question. Plusieurs commentateurs ont prédit que l'organisation allait cesser d'exister, son objectif initial étant disparu. Pourtant, l'Alliance reste bien vivante 20 ans après la disparition de la menace soviétique. Dans cette période, la France s'est graduellement rapprochée de l'organisation

⁵⁸ Michael Fortmann, David Haglund & Stéphanie von Hlatsky, « INTRODUCTION : France's 'return' to NATO : implications for transatlantic relations », *European Security* 19 (2010) : 1-10, consulté le 25 septembre 2014, doi : 10.1080/09662839.2010.507762.

⁵⁹ Hubert Védrine, *Rapport sur les conséquences du retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan*, le 14 novembre, 2012, 3.

⁶⁰ « France in NATO during the Cold War », consulté le 8 octobre, 2014, <http://www.rpfrance-otan.org/France-and-NATO>.

atlantiste. Quelques uns parlent d'une « réintégration rampante », d'autres d'une « normalisation » des relations.

Les politologues Jeremy Ghez et F. Stephen Larrabee sont parmi ceux qui ont interprété le développement dans les années 1990 comme une « réintégration rampante ».⁶¹ Plusieurs événements ont abouti à une coopération élargie entre la France et l'OTAN, dont la plus importante a été l'éclatement des guerres de Yougoslavie au début de la décennie. D'abord, la France a envisagé une gestion de crise autonome effectuée par les pays européens, mais l'Europe seule ne parvenait pas à résoudre la crise qui ravageait les Balkans. Pendant cette période, le président Mitterrand a donné son accord pour que il y ait des opérations combinées avec des forces françaises et celles de l'OTAN. Les liens avec l'Alliance se sont également intensifiés sous le premier mandat de Jacques Chirac ; celui-ci a même tenté de réaliser une réintégration complète en 1996-97.⁶² Deux questions ont pourtant empêché un retour français ; soit d'abord la faute d'installer une double chaîne de commandement, qui aurait permis à activer un commandement européen si les Américains ne souhaitaient pas agir, et puis le fait que la France n'aurait pas reçu le commandement Sud à Naples.⁶³ Les conditions françaises étaient donc jugées trop exigeantes par Washington. Outre la gestion de la crise bosnienne, la France a participé à d'autres opérations organisées par l'OTAN, notamment la KFOR en Kosovo dès 1999 et la FIAS en Afghanistan dès 2003.

C'était Nicolas Sarkozy qui a réalisé finalement la réintégration formelle de la France dans tous les organes de l'Alliance atlantique. Il a annoncé ce développement d'abord dans le nouvel livre blanc sur la défense qui est paru en 2008, et l'Assemblée nationale a voté en faveur de la réintégration l'année suivante. Certaines conditions ont été mises en avant par la France. Premièrement, la France disposerai d'une liberté d'appréciation totale en ce qui concerne leur participation dans les missions. Deuxièmement, ils garderaient l'autonomie en matière du nucléaire, et troisièmement, aucune force française ne serait sous contrôle de l'OTAN en temps de paix.⁶⁴ Sans surprise, la décision de réintégration a suscité une vague de critiques en France ; de nombreux commentateurs l'ont vu comme un minage de l'héritage gaullien. Il existe aussi

⁶¹ Jeremy Ghez & F. Stephen Larrabee, « France and NATO », *Survival : Global Politics and Strategy* 51 (2009) : 77-90, doi : 10.1080/00396330902860819.

⁶² Ibid, 78.

⁶³ Védrine, op.cit., 4.

⁶⁴ Ibid., 4-5.

d'autres interprétations, comme celle de Jolyon Howorth, professeur de politique européenne à l'Université de Bath. Selon Howorth, la France espérerait pouvoir exercer plus d'influence de l'intérieur de l'Alliance que de l'extérieur, comme une sorte de cheval de Troie.⁶⁵

4.2 L'exception française

Dans le contexte de la coopération internationale, l'on parle souvent de *l'exception française*. C'est peut-être surtout l'héritage gaulliste qui est associé à cette expression, qui décrit l'inclination des Français de prendre une position à part. « L'exception française » a sûrement quelques connotations négatives, donnant à la France une mauvaise réputation dans les négociations, souvent venant à travers comme têtue et exigeante. Par contre, par les Français eux-mêmes l'exceptionnalisme est vu plutôt comme un atout qui fait partie de leur fierté nationale. François Hollande a fait référence à cette notion plusieurs fois dans sa rhétorique. Dans son livre « Changer de destin » (2012) où il explique son projet pour la France, Hollande dit sur le thème de la France et le monde que « [l]a France n'est pas n'importe quel pays. Son influence tiens moins à sa taille qu'à sa géographie, moins à sa population qu'à son histoire, moins à son BNP qu'à ses valeurs. »⁶⁶ Grace à cela, la France « joue un rôle original sur la scène internationale », continue-t-il.

Il a souligné à plusieurs reprises que ce « rôle original » consiste en la diffusion des valeurs françaises à travers le monde. L'idée pourrait être expliquée ainsi : la France est unique, et en matière de son exceptionnalisme, elle a une mission de promouvoir de la paix et de l'humanisme dans tous les coins de la globe. Comme on le verra plus tard, cette conception de soi comme un pays exceptionnel aura en effet plusieurs implications pour la relation franco-américaine.

4.3 Discordes et polémiques

Les successeurs de De Gaulle ont largement suivi la même ligne à l'égard des États-Unis. À plusieurs occasions, des présidents français ont pris le contre-pied de leurs homologues américains. La discorde la plus profonde était peut-être celle qui est arrivée en 2003, quand le président d'alors Jacques Chirac s'est opposé à l'intervention en Irak, conduite par les Américains. Le refus des Français de participer à la « coalition des volontaires » a provoqué une vague de critiques à l'autre côté de l'Atlantique, ce qui a résulté, parmi d'autres choses, dans l'émergence des fameuses « Freedom Fries » dans de nombreux restaurants américains.

⁶⁵ Jolyon Howorth, « Prodigal Son or Trojan Horse : what's in it for France ? », *European Security* 19 (2010) : 11-28, doi : 10.1080/09662839.2010.502819.

⁶⁶ François Hollande, *Changer de destin* (Paris : Robert Laffont, 2012), 141.

Plus sérieusement, le secrétaire de la Défense d'alors, Donald Rumsfeld, a parlé d'une distinction entre la « nouvelle Europe » et la « vieille Europe », la dernière désignant les pays qui refusaient de faire partie de la coalition, notamment la France et l'Allemagne. Le dossier de l'Irak a pendant plusieurs années aigri les relations franco-américaines. L'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2007 allait contribuer à apaiser les anciens alliés, du moins dans certains domaines.

Nicolas Sarkozy est souvent considéré comme le président français le plus bienveillant à l'égard des États-Unis. Même surnommé « Sarko l'Américain », il a entretenu des liens amicaux avec le président Bush jr., étant invité pour déjeuner à la maison familiale des Bush lors des vacances aux États-Unis en août 2007. La première raison pour que l'on ait donné l'étiquette d'« atlantiste » à Sarkozy est évidemment sa décision de réintégrer la France pleinement dans l'OTAN. Dans plusieurs cas, Sarkozy est cependant resté très fidèle à l'esprit gaulliste, n'ayant pas peur d'exprimer ses différences d'opinion avec les Américains. Parmi d'autres choses, il a menacé de quitter la table pendant les négociations du sommet G20 à Londres en 2009, suite à des exhortations du président américain Barack Obama pour relancer le budget européen. La reconnaissance par la France de la Palestine en tant que pays membre de l'UNESCO plus tard la même année a également constitué un point de discorde entre les deux présidents.

Sarkozy a passé le flambeau à François Hollande en 2012. Jusqu'à présent, les relations franco-américaines sous Hollande ont été marquées à la fois par des discordes et des concordes. Les dossiers qui ont surtout suscité des controverses sont ceux sur l'Iran, la Syrie, l'Ukraine et le conflit israélo-palestinien. Quelques uns parmi ceux-ci sont des enjeux où la France et les États-Unis ont longtemps eu des points de vue divergents. Cela est surtout vrai pour la situation au Moyen-Orient, avec la paix toujours manquée entre Israéliens et Palestiniens.

4.3.1. Le conflit israélo-palestinien

Comme mentionné plus haut, la France a soutenu l'admission de la Palestine comme un État membre dans l'UNESCO, à l'indignation de l'administration Obama. Les Américains ont souhaité un accord de paix préalable à cette adhésion. Hollande a continué cette ligne de sympathie envers le peuple palestinien, ayant explicité dans son programme électoral qu'il soutiendrait « la reconnaissance internationale de l'État palestinien ». Cette tendance remonte à plusieurs décennies ; il n'y a donc pas question d'une rupture chez Hollande. Les relations entre la France et les pays de cette région ont pourtant une histoire particulière. Après la

naissance de l'État d'Israël en 1948, la France a été l'un des premiers pays d'établir des relations diplomatiques avec celui-ci. Pendant les années 1950 et 1960, les Français ont cherché de bâtir une amitié avec ce jeune État, parmi d'autres choses en leur vendant des armes. En 1967, la Guerre de six jours a éclaté, et la France a été forcée de prendre partie. Les Français ont choisi de soutenir les Arabes, à la grande surprise des Israéliens. À partir de ce moment, le général de Gaulle est devenu de plus en plus bienveillant envers la société arabe dans le monde. Certains commentateurs ont suggéré que ce changement est arrivé comme une conséquence de la fin de la guerre d'Algérie en 1962, qu'il s'agissait d'une volonté de la part du général d'améliorer ses relations avec le monde musulman. Dès lors, la France a généralement mené une politique cordiale à l'égard du monde arabe.

4.3.2 L'Iran

Actuellement, l'Iran constitue une grande source de polémique dans les relations internationales, vu leur programme nucléaire controversé. En novembre 2013, des négociations ont eu lieu en à Genève pour parvenir à un accord intérimaire, visant la suspension de certaines parties du programme nucléaire iranien, tout en développant un accord plus permanent. Dans ce contexte la France a pris une ligne beaucoup plus rigoureuse que les Américains avaient anticipé, et le résultat a été un accord plus exigeant que prévu envers l'Iran, gelant une partie considérable de leur infrastructure nucléaire dans les six mois suivants.⁶⁷ Cette ligne dure vis-à-vis de l'Iran est pour la France un choix logique, l'histoire des relations franco-iraniennes prise en considération. Les tensions entre les deux pays ont augmenté depuis la Révolution iranienne en 1979, et pendant la guerre Iran-Irak dans les années 1980, la France a soutenu le côté irakien, vendant des avions Mirages à Saddam Hussein. Le moment le plus tendu est arrivé avec la prise des otages français par le Hezbollah à Beyrouth et des actes de terrorisme contre des sites à Paris. Lors de sa présidence, Nicolas Sarkozy a exprimé du mécontentement avec l'administration Obama, estimant qu'elle était trop indulgente envers le président irakien.⁶⁸ Vu dans ce contexte, l'on comprend que les actions de François Hollande sont effectivement un prolongement d'une tradition profondément enracinée dans la diplomatie française.

⁶⁷ Kenneth R. Weinstein, « Hollande the Hawk ? An Unlikely Ally Emerges », *World Affairs Journal*, le 9 juillet, 2014, consulté le 5 septembre, 2014, <http://www.worldaffairsjournal.org/article/hollande-hawk-unlikely-ally-emerges>.

⁶⁸ Ibid.

4.3.3 La Syrie

Ce qui constitue peut-être la plus grande controverse dans les relations franco-américaines sous Hollande, est le dossier sur la Syrie. Les révoltes qui ont éclaté en 2011 ont freiné les relations entre la Syrie et la France, la dernière dénonçant les actes de massacres commis sous le régime de Baschar el-Assad. En principe, les États-Unis ont été d'accord avec la France sur ce point, toutes les deux dénonçant le régime syrien. La grande polémique est arrivée en août 2013, suite à la révélation du fait que des attaques chimiques ont eu lieu en Syrie. Les chefs d'État français, britannique et américain se sont mis d'accord sur des bombardements punitifs contre la Syrie. Le 31 août, l'armée française était sur le point de frapper, mais l'opération a été avortée à la dernière minute, en raison de l'hésitation de la part d'Obama. Celui-ci s'est décidé soudainement de chercher du support au Congrès, ce que ne lui a pas été donné. Hollande, ayant tout préparé pour une frappe, s'est retrouvé seul et humilié sur la scène internationale. Par la suite Obama, avec Poutine et sans Hollande, a négocié avec Assad sur la vérification des armes chimiques. L'absence de Hollande dans ces négociations peut être interprétée comme un signe d'une influence minimale de la France dans ce dossier. De toute façon, Hollande n'a pas cessé d'insister sur le rôle primordial que joue la France dans le règlement de cette crise. En août 2014, il a été révélé que la France a fourni des armes aux rebelles syriens.

4.3.4 L'Ukraine

Ce n'est pas seulement au Moyen-Orient que se trouvent les sources de discorde entre la France et les États-Unis. En 2014, des actes de guerre ont eu lieu aussi dans le voisinage européen. L'invasion russe de l'Ukraine au début de 2014 a provoqué des réactions de dénonciation dans la société internationale. Dans ce contexte, la vente de deux navires de type Mistral à la Russie a donné une image très défavorable de la France. La signature du contrat en 2010 a déjà évoqué des polémiques. C'était effectivement la première fois qu'un État membre de l'OTAN a été impliqué dans une telle transaction, et six sénateurs américains avaient exprimé leur mécontentement dans une lettre adressée à l'ambassadeur français aux États-Unis, où ils jugeaient que ce contrat compromettrait l'unité de l'Alliance atlantique.⁶⁹ En outre, l'amiral Vladimir Vysotskiy, chef d'alors de la flotte du Nord, une branche de la marine russe, aurait dit qu'avec les navires Mistral, la Russie aurait pu vaincre la Géorgie en 40 minutes au lieu de 29 heures.⁷⁰

⁶⁹ Howorth, op.cit., 24.

⁷⁰ Ibid.

Suite à l'éclatement de la crise ukrainienne, ce contrat a de nouveau été mis en question. Hollande a longtemps maintenu une position ferme, posant l'argument que le contrat a été signé bien avant les événements en Ukraine, et qu'il faudrait que la France tienne ses promesses. Le 3 septembre 2014, il a fait une volte-face totale, annonçant une suspension des livraisons, car les conditions « ne sont pas à ce jour réunis »⁷¹. Ces conditions ont été précisées lors du sommet de l'OTAN à Newport quelques jours plus tard, et elles impliquent deux éléments : un cessez-le-feu et un règlement politique de la crise.⁷² Ce retournement a suscité des réactions mixtes. En France, la décision a provoqué un tollé prenant en considération les conséquences économiques potentielles. Le prix de la vente est estimé à 1,2 milliard d'euros, et un nombre de Français se sont donc posée la question si la France risque de tomber dans des dettes couteuses s'ils ne réaliseront pas le contrat. Outre la question financière, il y a aussi une crainte liée aux emplois créés par la construction des navires. La production des Mistral constitue environ milles emplois directs, qui pourraient être mis en danger par cette décision. De toute façon, la construction des navires se poursuit indépendamment de la décision, selon *Le Monde*.⁷³ Dans la société internationale, il y a évidemment ceux qui saluent la décision de Hollande, mais aussi ceux qui remarquent l'inconsistance avec les discours et les arguments précédents sur ce thème, attribuant à la France une certaine schizophrénie dans sa stratégie internationale.

4.4. François Hollande aux États-Unis

La relation entre la France et les États-Unis n'est pourtant pas uniquement marquée par des discordes, comme l'a montré la visite d'Etat effectuée par Hollande aux États-Unis en février 2014. Hollande a reçu son invitation à la Maison Blanche le 22 novembre 2014, une quinzaine de jours après que les Français ont entravé les négociations sur le nucléaire iranien à Genève. François Heisbourg, président de l'IISS (International Institute of Strategic Studies) a suggéré que cette invitation a été un acte de bienveillance de la part des Américains, plus concrètement un moyen pour réchauffer la relation franco-américaine suite aux discordes sur le dossier iranien.

⁷¹ « Hollande : le Mistral sera livré en cas de « règlement politique » de la crise ukrainienne », *Le Monde*, le 4 septembre, 2014, consulté le 10 octobre, 2014, http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/09/04/paris-conditionne-la-livraison-du-mistral-a-un-cessez-le-feu-et-a-un-accord-politique_4482269_3234.html.

⁷² Ibid.

⁷³ Ibid.

À la veille de la visite, les deux chefs d'Etat Obama et Hollande ont publié une tribune commune dans les journaux *Washington Post* et *Le Monde*. Intitulée « l'alliance entre nos deux pays s'est transformée »⁷⁴, cette tribune traite des grands thèmes de la relation franco-américaine, notamment l'accord sur le nucléaire iranien, la Syrie, l'antiterrorisme, et la coopération économique. Les thèmes plus sensibles ne sont pas abordés du tout. La presse française a surtout remarqué le fait qu'il n'y a aucune référence aux écoutes téléphoniques des citoyens français, exécutées par l'Agence nationale de la sécurité des États-Unis (la NSA). Cette surveillance globale, qui a été dévoilée par Edward Snowden en juin 2013, a concerné un nombre de pays considérés comme des alliés des États-Unis. François Hollande est resté remarquablement calme face à ces révélations ; il a certes jugé les écoutes inacceptables et demandé des explications à l'administration américaine, mais il ne semble pas avoir donné suite à ces sollicitations.

Le peuple français avait sûrement compté qu'il confronte Obama avec cette problématique lors de la visite d'État. La question a bien été posée lors d'une conférence de presse conjointe au Bureau ovale, le 11 février. Obama a répondu que « nous nous sommes engagés à faire en sorte que nous protégeons les droits à la vie privée », se référant à un travail de réforme sur les pratiques de la NSA, annoncé en janvier 2014.⁷⁵ Cette réforme vise à limiter l'usage du programme de collecte des métadonnées téléphoniques par la NSA, mais l'ampleur réelle de la réforme reste incertaine. Quant à Hollande, il a expliqué que « nous avons établi une clarification [...] et travaillé une collaboration », avant de conclure sur ce thème en affirmant qu'« une confiance mutuelle [...] a été restaurée ».⁷⁶ Il n'a pourtant pas précisé en quoi consiste cette clarification prétendue, et les journalistes français ne semblent pas être contents de son explication. Plusieurs parmi les grands quotidiens français ont réprimandé le président, le jugeant trop indulgent envers son homologue américain.

⁷⁴ « Hollande et Obama : « L'alliance entre nos deux pays s'est transformée » », *Le Monde*, le 10 février, 2014, consulté le 11 octobre, 2014, http://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/10/une-alliance-transformee-par-barack-obama-et-francois-hollande_4363116_3210.html.

⁷⁵ « NSA : Obama promet de ne plus écouter Merkel et Hollande », *Libération*, le 18 janvier, 2014, consulté le 16 octobre, 2014, http://www.liberation.fr/monde/2014/01/18/nsa-obama-promet-de-ne-plus-ecouter-merkel-ou-holland_973802.

⁷⁶ « Conférence de presse conjoint de François Hollande et Barack Obama », *Présidence de la République*, le 11 février, 2014, consulté le 15 octobre, 2014, <http://www.elysee.fr/videos/conference-de-presse-conjointe-de-francois-hollande-et-barack-obama-prusa/>.

Généralement, cette conférence de presse a été caractérisée par une célébration de l'amitié franco-américaine, ce qui peut aussi être dit à propos de la visite en entier. Comme le suggère la tribune commune mentionnée plus haut, la relation entre la France et les États-Unis s'est changée radicalement au cours de la dernière décennie. Les deux pays se trouvent actuellement à la tête d'une coalition exécutant des bombardements dans le même pays qui était à l'origine de la grande dispute il y a dix ans ; la France a bien été le premier pays européen à participer dans la campagne contre l'Etat Islamique (l'EI) en Irak.

4.5 Partage des taches

Si les Américains et les Français partagent la même vocation de lutter contre le terrorisme global, il semble qu'il y a un partage de taches entre les deux pays. La France s'occupe de l'Afrique, et les États-Unis du reste du monde. Obama a rendu hommage à Hollande surtout pour ses efforts militaires sur le continent africain, et pour avoir pris « ses responsabilités en tant que pays de premier plan »⁷⁷. Obama a fait polémique déjà en janvier 2011, quand il a exprimé lors d'une conférence de presse conjointe avec Nicolas Sarkozy que « la France n'est pas seulement notre plus vieille allié, mais aussi la plus forte allié »⁷⁸. Par conséquent, les Britanniques se sentaient indignés, puisque le Royaume Uni soutient traditionnellement une « relation privilégiée » avec les États-Unis. Après la réintégration dans l'OTAN, la presse a souvent spéculé sur ce que la France remplacerait le Royaume Uni comme l'allié préférée des Américains. La question a été posée aussi lors de la conférence de presse conjointe en février 2014, et Obama a répondu d'un air facétieux, en comparant la France et le Royaume Uni à ses deux filles, « toutes les deux splendides et merveilleuses. » « Je ne choisirais jamais entre elles »⁷⁹, a-t-il assuré. Cette allusion en dit beaucoup sur la façon dont Obama voit le rôle des États-Unis par rapport à celui de ses alliés européennes ; comme la relation entre un père et ses enfants.

Cette attitude paternaliste de la part des Américains est aussi visible si l'on étudie le partage de taches entre la France et les États-Unis dans les domaines internationales. Comme déjà expliqué, la France détient la responsabilité principale en Afrique, car c'est une région que l'armée française connaît bien. Par contre, quand il s'agit des grands enjeux internationaux, par

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ « Obama : « La France est notre plus vieil et plus fort allié », *BFMTV*, le 3 novembre, 2011, consulté le 15 octobre, 2014, <http://www.bfmtv.com/international/obama-la-france-est-notre-plus-vieil-et-plus-fort-allie-197667.html>.

⁷⁹ « Conférence de presse conjoint de François Hollande et Barack Obama », op.cit.

exemple dans le Proche-Orient, les Américains prennent la tête, et ont presque toujours le dernier mot, comme l'a montré la décision finale de ne pas lancer l'opération aérienne contre la Syrie en 2013. La virevolte sur la vente des navires Mistral à la Russie constitue un exemple du même type. Obama insiste souvent que les autres pays devraient aussi prendre ses responsabilités, et contribuer à résoudre les grands problèmes dans le monde. En même temps, il y a eu des cas où les Français ont été exclus, comme dans les négociations avec l'Iran en 2013. En tant que « père global », il semble que les États-Unis veulent voir ses enfants grandir et prendre leurs responsabilités, à condition qu'ils fassent ce que veut papa.

En général, les Américains semblent satisfaits de la manière dont la France dirige les affaires étrangères actuellement. Dans un article intitulé « Hollande the Hawk ? An Unlikely Ally Emerges » écrit par le politologue américain Kenneth R. Weinstein, publié en juillet 2014, Hollande est présenté sous un jour très flatteur. Weinstein affirme que le président français est devenu l'interlocuteur européen préféré par Obama, et il conclut que les deux chefs d'État ont besoin l'un de l'autre, aujourd'hui plus que jamais.⁸⁰ Cependant, cette analyse est faite d'un point de vue américain. Les Français ne semblent pas être trop enthousiastes à l'égard de cette amitié réchauffé ; il y a des journalistes qui accuse Hollande de « suivisme » dans les questions étrangères, allant dans une direction trop similaire de celle des États-Unis, brouillant ainsi la voix de la France dans la société internationale.

La relation entre Français et Américains a sans doute souvent été caractérisée par des différences d'opinion et par un certain sens d'éloignement. Toutefois, les deux pays ont plus de choses en commun qu'on pourrait le penser. Comme mentionné plus haut, ils ont tous les deux tendance à se considérer comme exceptionnels dans le monde. La France et les États-Unis partagent surtout la même idée d'occuper une position à part en matière de leurs valeurs, et ils ont la vocation de diffuser celles-ci dans le reste du monde. Champions autoproclamés de l'humanisme et la démocratie, ils se voient tous les deux comme un État modèle. Lors de la visite d'État en février 2014, Hollande et Obama ont joué sur cette mentalité commune, Hollande ayant proclamé que l'amitié franco-américain est en effet « une amitié au service de l'humanité. »⁸¹ Ce qui est peut-être plus intéressant, est le fait que cette conception de soi-même comme exceptionnel contribue effectivement à justifier les interventions militaires.

⁸⁰ Weinstein, op.cit.

⁸¹ « Hollande-Obama : ensemble, c'est tout », *L'Express*, le 11 février, 2014, consulté le 15 octobre, 2014, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/hollande-obama-ensemble-c-est-tout_1322862.html.

L'inclination à agir militairement hors de leur propre territoire est bien un autre point commun entre la France et les États-Unis. Olivier Kempf, chercheur à l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques) a suggéré que ce goût pour les interventions et l'exercice du « hard power » fait de la France le pays européen le plus proche des États-Unis.⁸² Dans une époque où la plupart de ses voisins en Europe ont abandonné leurs ambitions militaires, la France continue à apprécier la valeur des armes, surtout celle de l'arme nucléaire.

Vu à travers les yeux des Américains, Hollande semble être un partenaire plus coopératif par rapport à son prédécesseur Sarkozy. Partageant au moment actuel en grande partie les mêmes intérêts stratégiques, la France et les États-Unis pratiquent apparemment une sorte de partage des tâches. La France poursuit cependant son désir d'assumer un rôle plus important sur la scène globale, mais les États-Unis ont le dernier mot dans la plupart des cas. Cela est évident si l'on regarde les dossiers sur la Syrie et l'Ukraine, aussi bien que l'affaire des écoutes de la NSA. La réintégration dans l'OTAN a peut-être résulté dans des mots flatteurs et une amitié retrouvée, mais en réalité elle a peu changé le poids de la France dans les questions internationales.

⁸² Olivier Kempf, *François Hollande et l'OTAN : la fin de l'exception française ?*, le 6 septembre, 2014, consulté le 17 octobre, 2014, <http://www.atlantico.fr/decryptage/francois-hollande-et-otan-fin-exception-francaise-otan-au-xxie-siecle-olivier-kempf-editions-rocher-1736181.html>.

III

5.0 François Hollande par lui-même

Ayant fait l'analyse des grandes lignes de la politique extérieure française des deux dernières années, est-ce que les discours de François Hollande pourraient y ajouter une nouvelle lumière ? Vu la vaste quantité qui constitue l'ensemble de textes disponibles, une sélection basée sur certains critères sera effectuée. Le premier critère est simplement de trouver les discours où Hollande parle de la politique étrangère. Plus spécifiquement, l'objectif est de chercher surtout les parties qui traitent des relations qu'entretient la France avec l'Afrique et les États-Unis. Un deuxième critère est de choisir des textes qui sont répartis dans le temps. Les textes seront organisés chronologiquement, de la manière suivante : D'abord, les discours de la période avant la primaire socialiste d'octobre 2011, puis ceux de la campagne présidentielle, et finalement l'on examinera plus en détail deux discours prononcés après son entrée au palais de l'Élysée. Le premier de ceux-ci traite du thème de l'Afrique, et le deuxième des questions qui sont pertinentes pour la relation franco-américaine. Le troisième critère enfin concerne le contexte des discours. La sélection couvrira des textes conçus dans des situations différentes, avec des destinataires divers. Il y a des discours prononcés devant les partisans, des textes destinés à un public plus général, aussi bien que des allocutions tenues hors de la France, devant un public international.

5.1 La primaire présidentielle socialiste de 2011

François Hollande a annoncé sa candidature aux primaires socialistes à Tulle, le 31 mars 2011. Annonce très courte, son point principal est qu'il n'accepte pas l'état dans lequel se trouve la France. La solution sera de « mettre la France en avant », ce qui est devenu une sorte de slogan dans sa campagne. Le seul élément qui est lié à la politique extérieure dans ce texte, c'est son explication de ce que ça veut dire de mettre la France en avant : « Mettre la France en avant, c'est porter un message fort en Europe, celui de la suprématie de la démocratie sur les marchés, c'est délivrer une parole claire à l'égard du monde, celui des Droits de l'homme, celui de l'émancipation des peuples, mais agir avec constance, cohérence et respect. »⁸³ Voilà donc l'image de la France qu'il souhaite projeter à l'étranger.

⁸³ François Hollande, *Changer de Destin*, 197.

Hollande a livré son premier grand discours de campagne devant 900 personnes dans la salle de théâtre du Rutebeuf à Clichy-La-Garenne, le 27 avril 2011. Pour « mettre la France en avant », il identifie trois initiatives nécessaires, dont la dernière est d'avoir « une politique extérieure plus influente »⁸⁴. Comme dans l'annonce de candidature, Hollande fait référence à la démocratie et aux Droits de l'homme, et il promeut l'idée que l'Europe doit prendre sa place dans le concert mondial, et ne pas être « frileuse ». Étant un continent qui a connu des guerres terribles, mais réussi de faire la paix, l'Europe devrait agir pour la paix aussi dans d'autres parties du monde, notamment au Proche-Orient. « Quelle plus belle réussite pour elle [l'Europe] que d'en terminer avec ce conflit qui empoisonne non pas simplement la région mais le monde entier », conclut Hollande dans ce paragraphe sur la politique étrangère. Il prône aussi une gouvernance multilatérale dans les questions internationales.

En mai 2011, le candidat Hollande a parlé lors d'un meeting de campagne à Périgueux de ce qu'il entend avec « un président normal ». Parmi ses réflexions sur ce thème, il affirme qu'un président normal « n'essaye pas de faire la leçon au monde, sauf si c'est pour porter le message de la France, les Droits de l'homme, les libertés, la démocratie ». Un président normal a aussi « de l'ambition pour son pays, mais doit être humble pour lui-même. »⁸⁵ Plus tard, quand il parle de la singularité de la France, il fait la remarque suivante : « Sans doute considéra-t-on que l'on est arrogant, mais la réalité est que nous sommes regardés par le monde comme un pays particulier, comme un pays porteur, comme un pays messenger. »⁸⁶ Selon lui, ce n'est donc pas seulement les Français qui voient leur pays comme exceptionnel, mais aussi le reste du monde.

*

Tous les discours mentionnés jusqu'ici sont rassemblés dans le livre intitulé « Le rêve français », publié en 2011. La première cinquantaine de pages de celui-ci est vouée à un entretien avec le candidat socialiste, dont environ sept pages traitent des questions internationales. Ici, Hollande commence dans le même style que dans les discours ; « égalité », « fraternité » et « Droits de l'homme » sont des mots clés. Par la suite, il montre une volonté d'être perçu comme bien réfléchi : « Mais je sais aussi partir du réel. La France ne peut pas avoir raison seule contre le reste du monde. Elle ne doit pas confondre exception et arrogance,

⁸⁴ Ibid., 228.

⁸⁵ Ibid., 237.

⁸⁶ Ibid., 251-252.

elle doit entraîner et non s'isoler. »⁸⁷ Il est clair que Hollande souhaite faire preuve de raison, de modération et d'une certaine humilité, des qualités qui marquent un contre-pied avec Nicolas Sarkozy, qui était encore le président de la République.

L'entretien traite largement des sujets contemporains, surtout les soulèvements du Printemps arabe. Hollande exprime sa sympathie avec les révolutionnaires : « Le devoir de la France et l'Europe est de contribuer à la réussite de ces révolutions. »⁸⁸, et les associe avec la Révolution de 1789. Il parle de cette dernière comme « un soleil qui éclaire le monde », reprenant les mots du philosophe allemand Hegel. Le contenu de cet entretien ne diffère pas considérablement des points mentionnés dans son programme électoral. Il souligne la position particulière qu'occupe le continent africain dans les relations internationales de la France, en parlant surtout de sa sympathie pour le peuple tunisien, qu'il est allé voir en juin 2011 : « Ils ont besoin d'encouragements, je les ai donnés, ils ont besoin de solidarité, je les en ai assuré, ils ont besoin d'aides de différentes sortes, je m'y suis engagé. »⁸⁹ Ces formulations font penser à l'image du président français comme le « champion du Tiers-Monde ».

En ce qui concerne l'approche qui devrait prendre la France dans la coopération internationale, Hollande explique que « [l]a France est un pays pacifique sans être un État pacifiste. »⁹⁰ Ce que l'on peut tirer de cette phrase, est peut-être que selon sa compréhension, la France veut promouvoir la paix, mais sans rejeter son armée. L'armée française est un symbole qui est inextricablement lié à la République ; il est bien impossible d'imaginer le 14 juillet sans les défilés militaires. Par rapport à l'idée de la France comme promoteur de la paix, cela paraît un peu paradoxal.

5.2 Les discours de la campagne présidentielle de 2012

Le premier grand meeting de campagne d'élection présidentielle a été tenu à Bourget, Seine-Saint-Denis, réunissant environ 20.000 partisans. Comme d'habitude, l'espace voué aux questions internationales est assez limitée, sauf ce qui concerne l'Union européenne. Hollande se demande ce que signifie « présider la République », et quelques unes parmi ses réponses ont affaire aux relations internationales. D'abord, il répond que « c'est porter les valeurs de la

⁸⁷ Ibid., 56.

⁸⁸ Ibid., 58

⁸⁹ Ibid.

⁹⁰ Ibid., 61.

France dans le monde », suivi par ses méditations habituelles autour de l'importance et le caractère universel de ces valeurs. Il continue avec un petit coup de griffe destiné à son adversaire Sarkozy : « Présider la République, c'est ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris. Présider la République, c'est utiliser notre siège au Conseil de sécurité des Nations Unies pour acter le départ de ceux qui écrasent leur peuple, comme Bachar el-Assad en Syrie. »⁹¹ Par la suite, Hollande a consacré un paragraphe au dossier de l'Afghanistan, prenant un moment pour commémorer les soldats français qui sont morts dans lors de leur engagement dans ce pays. Il promet, si il sera élu, un retrait des forces françaises « en bon ordre ».

En février 2012 le livre « Changer de Destin » a été publié, sûrement destiné à l'électorat français. Cet ouvrage de 165 pages, écrit à la première personne, présente le parcours politique et personnel de François Hollande, aussi bien que son projet pour la France. Le livre contient un chapitre de neuf pages intitulé « Le Monde ». Ici, Hollande continue généralement dans le même style que dans les discours précédents, soulignant le « rôle particulier » que joue la France sur la scène internationale. Il explique qu'il veut garder le principe de la dissuasion nucléaire, tout en maintenant une « une stratégie qui est ni offensive ni défensive. »⁹² Formulation toute obscure, quelle sera sa stratégie alors ? Avec une telle formulation, il semble que Hollande essaye de plaire à tout le monde, mais il finit par une phrase qui n'a pas de sens. Dans ce texte, Hollande élabore un peu sur la question israélo-palestinienne : « Un accord de paix entre Israël et les Palestiniens, qui repose sur les bases biens connus, telles que les ont définies les « paramètres Clinton » : deux États aux frontières sûres et reconnues, un compromis territorial équitable, un statut partagé pour Jérusalem. »⁹³ En ce qui concerne l'Afrique, il annonce ici un changement dans la politique, conformément à son programme électoral. « La France répudiera sans regret les miasmes de ce qu'on appelle la Françafrique, qui n'est que l'autre nom de la humiliation des Africains, de la prévarication et de la corruption politique. »⁹⁴ Il parle aussi de l'Afghanistan, expliquant que la mission de la France est à son avis terminée. Il promet donc de retirer toutes les troupes françaises avant la fin de 2012.

⁹¹ François Hollande, *Discours de Bourget*, le 22 janvier, 2012, consulté le 20 octobre, 2014, <http://tempsreel.nouvelobs.com/sources-brutes/20120122.OBS9488/l-integralite-du-discours-de-francois-hollande-au-bourget.html>.

⁹² François Hollande, *Changer de Destin*, 144.

⁹³ Ibid., 147.

⁹⁴ Ibid.

5.3 Discours de Dakar, 12 octobre 2012⁹⁵

Ce discours a été prononcé par François Hollande devant l'Assemblée nationale sénégalaise, lors de sa première visite sur terre africaine en tant que président de la République française. Plusieurs parmi les auditeurs avaient probablement encore présent dans leur mémoire le premier discours africain de son prédécesseur Sarkozy, tenu en 2007, également à Dakar. Celui-ci a suscité beaucoup de controverse, et les Sénégalais devaient donc attendre le nouveau président français avec une certaine attente. Hollande n'a pas explicitement fait référence au discours de son prédécesseur, mais il semble avoir choisi ses mots avec prudence.

Divisé en cinq parties principales, Hollande commence ce discours en faisant le bilan de l'histoire partagée par la France et le Sénégal, une histoire qu'il qualifie de « belle, rebelle et cruelle. » Il mentionne les aspects difficiles de l'histoire, comme la participation des soldats sénégalais dans les deux guerres mondiales et la traite des esclaves, soulignant que ces parties de l'histoire ne doivent pas être oubliées. Dans ce contexte, Hollande affirme qu'il s'engagera « pour la dignité humaine partout où elle est blessé », avant d'annoncer une geste de bienveillance envers le Sénégal, soit la donation de la France des archives sur la répression sanglante au camp de Thiaroye en 1944.

Hollande est encore plus axé sur l'avenir, proclamant dans la deuxième partie du discours sa foi sur la réussite du continent africain : « J'ai une conviction profonde : si l'Afrique, berceau de l'humanité, parvient à vivre et à faire vivre pleinement la démocratie [...] alors l'Afrique sera le continent où se jouera l'avenir même de la planète. » Le discours est imbu de cet air optimiste, surtout à l'égard de la jeunesse africaine. Même si l'histoire franco-africaine contient bien évidemment des chapitres déplorables, Hollande affirme qu'elle a aussi abouti à des choses positives, comme l'instauration de la démocratie. Au Sénégal, il n'y a jamais eu un coup d'État, ce qui est un cas assez exceptionnel pour un pays africain. Hollande salue les Sénégalais pour avoir réussi de réaliser des alternances politiques et un régime démocratique assez stable.

Célébrant dans un moment les liens qui unissent son propre pays avec le Sénégal, dans le prochain Hollande annonce la rupture avec la Françafrique. « Il y a France et il y a Afrique. Il y a le partenariat entre le France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, sur la

⁹⁵ Voir annexe.

clarté et sur la solidarité », a-t-il proclamé, en élaborant par la suite sur ces trois derniers principes.

Hollande a naturellement dit quelques mots sur les troubles qui dérangeaient à ce moment-là le Mali, pays voisin du Sénégal. Même si l'opération Serval n'avait pas encore entamé, le président justifie ce genre d'intervention, en incitant l'action : « Mais sommes nous là pour faire des analyses, pour essayer de comprendre, où pour prendre nos responsabilités ? » Il a aussi souligné que l'action devrait s'organiser dans un cadre de légitimité internationale, c'est à dire à l'échelle des organisations internationales, comme l'ONU et l'Union africaine. Hollande signale donc dans ce discours qu'il favorise le multilatéralisme. En ce qui concerne la coopération militaire, le président a, tout en parlant de l'importance du respect dans la relation entre la France et l'Afrique, précisé qu'il faudra définir plus clairement la présence militaire française sur le continent : « Nous n'avons pas besoin de forces statiques en Afrique, nous avons besoin de forces réactives, capables de s'adapter et de privilégier une réponse plutôt que simplement une présence », affirmant par la suite que c'est « dans cet esprit que sera définie la nouvelle politique de défense de la France. » Deux ans après ce discours, la France maintient toujours un nombre de soldats stable sur le sol africain, en raison des opérations Serval, Sangaris et Barkhane. De toute façon, il est vrai que l'opération Barkhane est le résultat d'une nouvelle approche stratégique, visant à être plus flexible, capable de s'adapter plus facilement à des circonstances imprévues.

« Je ne suis pas venu ici, à Dakar pour montrer un exemple, pour imposer un modèle, ni pour délivrer une leçon », le président français a insisté au début du discours. Toutefois, il se réfère à plusieurs reprises à ce que la France, ou bien l'Europe, a obtenu en tant que championne de la paix : « l'Europe qui connaît la valeur inestimable de la paix pour laquelle elle a obtenu aujourd'hui même le Prix Nobel » et « [n]ous allons [...] une nouvelle fois montré l'exemple », se référant ici à la nouvelle taxe européenne sur les transactions financières, dont la France va consacrer 10% du produit au développement et la lutte contre les pandémies. Cette manière de se formuler dit quelque chose sur la compréhension qu'a François Hollande de son propre pays. La compréhension de la France comme avocat des valeurs universelles est visible également dans le paragraphe où Hollande parle de la francophonie : « parler la langue française, qui est ici une langue africaine, c'est aussi transmettre des valeurs, porter des messages, inspirer des peuples. » Il est clair que le président voit la langue française comme un moyen au service du rayonnement culturel, c'est-à-dire la diffusion de la culture française dans le monde, ce qui

pourrait à son tour contribuer à augmenter l'influence de la France hors de ses frontières. Hollande parle souvent de « ce bel idéal de la francophonie » conjointement au thème de l'Afrique, ce qui n'est pas étonnant puisque 32 sur 54 pays africains sont des pays francophones.

Dans le paragraphe concluant, le président Hollande évoque de nouveau les liens entre la France et le Sénégal, et affirme qu'ils ont des projets communs aussi dans le futur. Quant au rôle que devrait jouer la France par rapport à l'Afrique, il assure que les Français seraient là aux côtés des Africains. S'adressant aux Sénégalais, il explique qu'il veut « essayer de vous convaincre que vous devez être fiers de vous-mêmes, fiers de votre avenir, conscients de votre présent et que vous avez à faire, finalement, le plus beau chemin possible, celui de votre développement. » Cette dernière phrase, n'implique-t-elle pas une opinion de la part du président français que l'Afrique est un continent qui n'a pas encore assez de confiance en soi, qui a besoin d'en être convaincu ?

Insistant constamment sur le caractère égal du partenariat franco-africain, Hollande termine le discours de Dakar en citant Léopold Sédar Senghor, poète et ancien président sénégalais, proclamant qu'il faut faire avancer l'Afrique et la France ensemble, « épaulé contre épaulé ». Cependant, il semble difficile pour les Français de sortir complètement du rôle qu'ils ont joué vis-à-vis des pays africains la dernière cinquantaine d'années. Cela est visible dans plusieurs formulations dans ce discours, la France constitue toujours le composant actif et déterminant dans ce partenariat apparemment égal, par exemple dans les extraits suivants : « J'ai donc décidé de donner au Sénégal », aussi bien que « [n]ous voulons permettre aux États africains », et finalement « j'ai accordé en juillet dernier à votre pays une aide budgétaire ». C'est toujours la France qui décide, permet et accorde.

5.4 Discours à l'ONU, New York, 24 septembre 2014⁹⁶

Ce discours a été prononcé dans le cadre de la 69^e Assemblée générale des Nations Unies à New York. Le contenu est fortement marqué par des événements qui ont eu lieu dans la période juste avant l'Assemblée générale, notamment celui de la décapitation d'un Français le 24 septembre 2014 par un groupe djihadiste algérien. Il s'agissait d'une réaction de représailles aux actions militaires contre l'État Islamique en Irak, dans lesquelles l'armée française a été impliquée. Avant cet assassinat, trois autres personnes avaient été prises en otage et tués, dont

⁹⁶ Voir annexe.

deux Américains et un Britannique. Cela a constitué un contexte très particulier, et Hollande a consacré une partie considérable de son temps de parole à commémorer la victime et faire appel à la société internationale de prendre au sérieux la menace que pose l'État Islamique.

Les menaces globales sont un thème récurrent dans ce discours. Outre celle de l'État Islamique, Hollande identifie trois autres menaces qui sont actuellement pertinentes au niveau mondial. L'épidémie Ebola, le conflit ukrainienne et le changement climatique constituent selon lui les défis qui devraient avoir la plus haute priorité. Le développement en Ukraine au cours des derniers mois montre que même l'Europe, le continent si souvent évoqué par Hollande comme championne de la paix, se trouve face à des menaces sévères. « Aucun continent n'est épargné, par aucune menace. Tout est fragile, tout est précaire, tout est vulnérable », a-t-il constaté, en appelant à la société internationale d'être conscient des risques.

Au niveau des solutions proposées à ces défis, Hollande reste assez vague et général dans ses formulations. Concernant l'Ukraine, il plaide pour « un règlement durable » du conflit, sans préciser les éléments définissants de ce règlement. De même pour le défi de l'Ebola ; dans ce cas-là, il propose d'apporter les soins nécessaires, la protection indispensable et l'aide économique. Comment cela va s'organiser et qui va faire quoi reste obscure. Quant au changement climatique, Hollande fait référence à la conférence sur le climat qui se tiendra à Paris fin 2015, dont le but est de parvenir à un accord global. Pas plus de précisions sur ce thème non plus. Dans la lutte contre l'État Islamique, qui occupe d'ailleurs la partie la plus importante dans ce discours, Hollande suggère des mesures un peu plus concrètes, soit de condamner le régime de Bachar el-Assad et soutenir l'opposition démocratique en Syrie, pour qu'il y ait un règlement politique de la situation. Selon Hollande, cela est une condition vitale dans la lutte contre la diffusion du terrorisme.

Le président Hollande n'hésite pas d'exalter les efforts déjà faits par la France ; il mentionne l'intervention au Mali, la participation dans les opérations actuellement en cours en Irak, aussi bien que l'initiative française d'organiser la conférence sur le climat mentionnée plus haut. « La France a pris là aussi ses responsabilités », a-t-il insisté. Il fait entendre que les Français ont une mission particulière dans le monde : « la France sait qu'elle est attendue, la France sait qu'elle porte des valeurs, la France sait qu'elle a un rôle à jouer et elle n'y renoncera jamais ». Mais il n'est pas son intention que la France fera tout seule, Hollande demande à tous de participer dans la lutte contre ces menaces. Juste là se trouve l'objectif même de ce discours, soit d'appeler

à la société internationale de se réunir face aux défis. Cela est très clair dans la conclusion, où l'on trouve une répétition de la formulation « nous devons ». La dernière phrase stipule que nous ne serons sûrs d'assumer ces défis que si « nous sommes unis pour nous rassembler », formulation un peu tautologique.

Il y a quelques éléments qui semblent être présents dans tous les discours de François Hollande. Dans un premier temps, ils sont tous parsemés de références aux valeurs universelles, c'est à dire l'humanisme, la démocratie, l'égalité, la solidarité, les Droits de l'homme, etc. Dans un deuxième temps, l'idée suivante semble fonder une base pour la rhétorique qu'utilise Hollande : l'Europe a réussi à instaurer la démocratie et faire la paix. Ayant obtenu cela, les Européens se voient ainsi confier un mandat qui consiste à assurer la paix et la démocratie dans chaque coin du monde. Partout où ces valeurs universelles sont mises en danger, les Européens ont le droit, sinon le devoir d'intervenir. Quand Hollande parle de « l'Europe » et des « Européens » dans ce contexte, il est sous-entendu qu'il parle de la France et des Français. Voilà en grande partie comment François Hollande comprend le rôle que devrait jouer la France dans la communauté mondiale.

6.0 Conclusion

La problématique principale de ce mémoire, identifier le développement de la politique extérieure française après l'élection de François Hollande, a été abordée à deux niveaux. Dans un premier temps a été examiné le bilan de la politique internationale, autrement dit ce qui s'est passé au cours des deux dernières années sur le plan des relations internationales. Dans un deuxième temps, l'accent a été mis davantage sur Hollande lui-même, explorant, à travers ses discours, sa propre compréhension du rôle de la France dans la communauté globale.

Pour l'Afrique, l'on peut constater qu'il y a eu une perte relative à la fois d'intérêt et d'influence, surtout si l'on remonte jusqu'à la naissance de la V^e République. Les échanges commerciaux et l'aide au développement se sont réduits les dernières années, ce qui suggère une décomposition de la Françafrique. Pourtant, la présence militaire française en Afrique raconte une autre histoire. En août 2014, environ 80% des forces françaises stationnées à l'étranger se trouvent sur terre africaine, et Hollande n'a pas eu peur de montrer les muscles militaires, comme l'a montré les interventions au Mali et en République centrafricaine. Dans ses discours, Hollande a proclamé haut et fort que le temps de la Françafrique est révolu. L'on pourrait légitimement mettre cela en question, les opérations militaires prises en considération. C'était peut-être les circonstances qui ont rendu impossible cette rupture ; malgré de bonnes intentions, Hollande a jugé nécessaire de maintenir la présence et l'action militaire en Afrique. Quand il s'agit de la politique africaine, la France a le choix entre l'ingérence et la nonchalance. Hollande a opté pour le premier. La France et l'Afrique sont indéniablement liées par l'histoire, et il est difficile de s'imaginer qu'un président français renonce complètement ce lien dans un futur proche.

Quant à la relation aux États-Unis, le contexte dans lequel Hollande est entré au palais de l'Élysée a été assez particulier, vu qu'il est le premier président à prendre le relais après la réintégration dans l'OTAN en 2009. La première moitié de son mandat a révélé un président qui est paradoxalement encore plus favorable aux États-Unis que son prédécesseur, « Sarko l'Américain ». La réception de Hollande de l'autre côté de l'Atlantique a été largement positive, certains allant jusqu'à lui considérer comme l'interlocuteur européen préféré par Washington. En dépit de cette amitié réchauffée, les relations diplomatiques entre les deux pays n'ont pas été sans polémiques ; les dossiers sur l'Iran et l'Ukraine ont surtout montré les divergences dans les intérêts des deux pays. À ces deux vient s'ajouter les écoutes de la NSA, un thème qui est

quasiment passé sous silence chez les autorités françaises. Le développement des deux dernières années est symptomatique d'une France qui tend à suivre de plus en plus les Américains dans les questions internationales. Il y a plusieurs facteurs qui sous-tendent cette analyse, comme la suspension de la livraison des navires Mistral à la Russie, le fait que la France a été le premier pays européen à lancer des bombardements contre l'État Islamique en l'Irak en septembre 2014, et la manque de suivi suite au dévoilement des écoutes.

Dans ses discours, le président Hollande souligne qu'il veut une France qui fasse entendre sa voix, qui a une politique extérieure influente, et qui est un pays messenger. La France a peut-être une voix relativement distincte en Europe, mais au niveau global, elle a des problèmes à se faire entendre, sa voix se mêlant effectivement trop avec celle des États-Unis. Les deux pays semblent être parvenus à un « partage du fardeau », où la France se concentre principalement sur l'Afrique, et suit pour le reste à peu près la ligne américaine. Tout cela prise en considération, la « grande stratégie », qui a si longtemps constitué l'essence de la politique étrangère française, est-elle disparue ? Il peut sembler ainsi, mais si l'on regarde les discours de François Hollande, les ambitions d'être un pays de premier rang sont toujours présentes dans la rhétorique. En même temps, il prône aussi le multilatéralisme. Le monde a-t-il peut-être tant changé au cours des dernières décennies, qu'il ne fera plus de sens pour la France d'aspirer à être une puissance globale ? Jouer la carte du multilatéralisme est probablement la seule façon dont une puissance moyenne comme la France peut maintenir une certaine influence à l'échelle mondiale. La « grande stratégie » dont parlait Charles de Gaulle existe toujours dans l'esprit des Français et de leur président François Hollande, mais elle s'éclipse derrière les réalités qu'impose le monde du XXI^e siècle.

Bibliographie

Livres

Gaule, Charles de. *Mémoires de guerre*. Paris : Plon, 1954-1959, Tome I, *L'Appel*.

Vaïsse, Maurice. *La Grandeur*. Paris : Fayard, 1998.

Documents officiels

Constitution du 4 octobre 1958.

Livre blanc défense et sécurité nationale 2013. Paris : La Documentation Française, 2013.

Articles

Chafer, Tony, « Chirac and 'la Françafrique': No Longer a Family Affair », *Modern & Contemporary France* 13, n° 1(2005) : 7-23. doi : 10.1080/0963948052000341196.

David, Dominique. « France/OTAN : la dernière marche », *Politique Étrangère* 2 (2008) : 429-441, doi : 10.3917/pe.082.0419.

Fortmann, Michael, Haglund, David & Hlatsky, Stéphanie von. « INTRODUCTION : France's 'return' to NATO : implications for transatlantic relations », *European Security* 19 (2010) : 1-10, consulté le 25 septembre 2014, doi : 10.1080/09662839.2010.507762.

Ghez, Jeremy & Larrabee, Stephen F. « France and NATO », *Survival : Global Politics and Strategy* 51 (2009) : 77-90, doi : 10.1080/00396330902860819.

Hansen, Ketil Fred. « Fra Françafrique til Eurafrique », *Internasjonal Politikk* 2(2009) : 175-196.

Howorth, Jolyon. « Prodigal Son or Trojan Horse : what's in it for France ? », *European Security* 19 (2010) : 11-28, doi : 10.1080/09662839.2010.502819.

Hugon, Philippe. « Où en est-on de la Françafrique ? », *La Revue Internationale et*

Stratégique, n° 77 (2010/11) : 163-168, consulté le 20 septembre 2014. doi : 10.3917/ris.077.0163.

Kempf, Olivier. *François Hollande et l'OTAN : la fin de l'exception française ?*, le 6 septembre, 2014, consulté le 17 octobre, 2014, <http://www.atlantico.fr/decryptage/francois-hollande-et-otan-fin-exception-francaise-otan-au-xxie-siecle-olivier-kempf-editions-rocher-1736181.html>.

Larivé, Maxime H. A. *Welcome to France's New War on Terror in Africa : Operation Barkhane*, le 7 août, 2014, consulté le 25 septembre 2014, <http://nationalinterest.org/feature/welcome-frances-new-war-terror-africa-operation-barkhane-11029>.

Védrine, Hubert. *Rapport sur les conséquences du retour de la France dans le commandement intégrée de l'Otan*, le 14 novembre, 2012.

Weinstein, Kenneth R. « Hollande the Hawk ? An Unlikely Ally Emerges », *World Affairs Journal*, le 9 juillet, 2014, consulté le 5 septembre, 2014, <http://www.worldaffairsjournal.org/article/hollande-hawk-unlikely-ally-emerges>.

Textes de François Hollande

« Conférence de presse conjoint de François Hollande et Barack Obama », *Présidence de la République*, le 11 février, 2014, consulté le 15 octobre, 2014, <http://www.elysee.fr/videos/conference-de-presse-conjointe-de-francois-hollande-et-barack-obama-prusa/>.

Hollande, François. *Changer de destin*. Paris : Robert Laffont, 2012.

Hollande, François. *Déclaration sur l'intervention militaire au Mali*, le 11 janvier, 2013, consulté le 25 septembre, 2014, <http://discours.vie-publique.fr/notices/137000058.html>.

Hollande, François. *Discours à la 69^e Assemblée générale des Nations Unies*, le 24

septembre, 2014, consulté le 5 octobre, 2014,
<http://www.voltairenet.org/article185440.html>.

Hollande, François. *Discours de Dakar*, le 12 octobre, 2012, consulté le 15 septembre, 2014,
<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20121012115858/>.

Hollande, François. *Le Rêve Français. Discours et entretien (2009-2011)*. Toulouse : Privat, 2011.

Sites internet

« 1981 : les 110 propositions », consulté le 18 août, 2014,
<http://www.lours.org/default.asp?pid=307>.

« France in NATO during the Cold War », consulté le 8 octobre, 2014,
<http://www.rpfrance-otan.org/France-and-NATO>.

« In Memoriam », *Ministère de la Défense*, consulté le 2 octobre, 2014,
<http://www.defense.gouv.fr/operations/centrafrique/in-memoriam/in-memoriam>.

« Le projet de François Hollande », consulté le 18 août, 2014,
<http://www.parti-socialiste.fr/dossier/le-projet-de-francois-hollande>.

« RCA : le Conseil de sécurité autorise le déploiement de la MISCA, avec l'appui des forces françaises », *Centre d'actualités de l'ONU*, le 5 décembre, 2013, consulté le 30 septembre, 2014,
http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=31627#.VCqmoSj_CSt.

« Opération Barkhane », *Ministère de la Défense*, le 11 août, 2014, consulté le 26 septembre, 2014, <http://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier/operation-barkhane>.

« Opération Sangaris », *Ministère de la Défense*, le 10 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, <http://www.defense.gouv.fr/operations/centrafrique/operation-sangaris/operation-sangaris>.

« Solidarité internationale : la France se désengage fortement », *ccfd-terre solidadire*, le 9 avril, 2014, consulté le 19 septembre, 2014, <http://ccfd-terresolidaire.org/infos/developpement/solidarite-4627>.

Journaux en ligne

« 4600 soldats français mobilisés », *Le Dauphine*, le 31 janvier, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.ledauphine.com/actualite/2013/01/31/4600-soldats-francais-mobilises>.

« Au Mali, l'opération Serval est « de fait terminée » ». *Le Monde*, le 13 juillet, 2014, consulté le 30 septembre, 2014, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/07/13/1-operation-serval-remplacee-par-une-operation-antiterroriste_4456261_3212.html.

« Bientôt une base française près de la Libye », *Le Figaro*, le 2 octobre, 2014, consulté le 3 octobre, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/10/02/97001-20141002FILWWW00322-bientot-une-base-francaise-pres-de-la-libye.php>.

« Centrafrique : Hollande annonce le déploiement de 1600 soldats », *Libération*, le 7 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, http://www.liberation.fr/monde/2013/12/07/les-renforts-terrestres-francais-sont-entres-en-centrafrique_964839.

« Centrafrique : pourquoi l'appellation « Sangaris » ? », *Les Echos*, le 6 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, http://www.lesechos.fr/06/12/2013/lesechos.fr/0203174612405_centrafrique---pourquoi-l-appellation--sangaris---.htm.

« En Centrafrique, les Français n'ont pas de réelle stratégie », *l'Express*, le 5 février, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/en-centrafrique-les-francais-n-ont-pas-de-reelle-strategie_1319956.html.

« France army in key Mali withdrawal », *BBC*, le 25 mai, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.bbc.com/news/world-africa-22664484>.

- « François Fillon : « Hollande divise les Français » », *Le Figaro*, le 17 juin, 2013, consulté le 16 septembre, 2014, <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/06/17/01002-20130617ARTFIG00775-francois-fillonhollande-divise-les-francais.php>.
- « François Hollande devient le président le plus impopulaire de la Ve République », *Le Monde*, le 4 septembre, 2014, consulté le 12 septembre, 2014, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/09/04/francois-hollande-devient-officiellement-le-president-le-plus-impopulaire_4482376_4355770.html.
- « Hollande à Abidjan pour intensifier les liens économiques entre France et Côte d'Ivoire », *Le Point Afrique*, le 17 juillet, 2014, consulté le 16 septembre 2014, http://afrique.lepoint.fr/actualites/hollande-a-abidjan-pour-intensifier-les-liens-economiques-entre-france-et-cote-d-ivoire-17-07-2014-1860443_2365.php.
- « Hollande : le Mistral sera livré en cas de « règlement politique » de la crise ukrainienne », *Le Monde*, le 4 septembre, 2014, consulté le 10 octobre, 2014, http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/09/04/paris-conditionne-la-livraison-du-mistral-a-un-cessez-le-feu-et-a-un-accord-politique_4482269_3234.html.
- « Hollande : « Nous n'avons pas vocation à rester au Mali » », *Le Vif*, le 2 février, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.levif.be/actualite/international/hollande-nous-n-avons-pas-vocation-a-rester-au-mali/article-normal-135805.html>.
- « Hollande-Obama : ensemble, c'est tout », *L'Express*, le 11 février, 2014, consulté le 15 octobre, 2014, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/hollande-obama-ensemble-c-est-tout_1322862.html.
- « Interactive : Mali speaks », *Al Jazeera*, le 21 janvier, 2013, consulté le 30 septembre, 2014, <http://www.aljazeera.com/indepth/interactive/2013/01/201312113451635182.html>.
- « La dette publique de la France franchit le plafond symbolique de 2000 milliards d'euros » ,

Le Huffington Post, le 30 septembre, 2014, consulté le 3 octobre, 2014,
http://www.huffingtonpost.fr/2014/09/30/dette-publique-france-2000-milliards_n_5904764.html.

« La France envoie 400 soldats supplémentaires en Centrafrique », *Le Figaro*, le 14 février, 2014, consulté le 2 octobre, 2014,
<http://www.lefigaro.fr/international/2014/02/14/01003-20140214ARTFIG00377-la-france-envoie-des-renforts-en-centrafrique.php>.

« La France ouvre un nouveau front en Centrafrique », *Liberté*, le 27 novembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014, <http://www.liberte-algerie.com/international/la-france-ouvre-un-nouveau-front-en-centrafrique-alors-que-sa-guerre-au-mali-n-est-pas-derriere-elle-211200>.

« La France veut doubles ses échanges commerciaux avec l’Afrique », *EurActiv.fr*, le 5 décembre 2013, consulté le 16 septembre, 2014,
<http://www.euractiv.fr/development-policy/la-france-veut-doubler-ses-echan-news-532133>.

« La présence militaire française à l’étranger expliquée en deux minutes », *francetvinfo.fr*, le 20 janvier, 2013, consulté le 15 septembre, 2014,
http://www.francetvinfo.fr/politique/c-politique/la-presence-militaire-francaise-a-l-etranger-expliquee-en-deux-minutes_207731.html.

« Les 24 sommets France-Afrique (1973-1981) », *Radio France Internationale*, le 28 mai, 2010, consulté le 3 octobre, 2014, <http://www.rfi.fr/afrique/20100528-24-sommets-france-afrique-1973-1981/>.

« Mission Sangaris : pour le général Desportes, il faut « agir vite » en Centrafrique », *Radio France Internationale*, le 26 décembre, 2013, consulté le 2 octobre, 2014,
<http://www.rfi.fr/afrique/20131226-mission-sangaris-rca-centrafrique-general-vincent-desportes-agir-vite/>.

« Netanyahu lauds French intervention in Mali », *The Times of Israel*, le 17 janvier, 2013,

consulté le 30 septembre 2014, <http://www.timesofisrael.com/netanyahu-lauds-french-intervention-in-mali/>.

« NSA : Obama promet de ne plus écouter Merkel et Hollande », *Libération*, le 18 janvier, 2014, consulté le 16 octobre, 2014, http://www.liberation.fr/monde/2014/01/18/nsa-obama-promet-de-ne-plus-ecouter-merkel-ou-holland_973802.

« Sommets France-Afrique : des ruptures dans la continuité », *Radio France Internationale*, le 5 décembre, 2013, consulté le 15 septembre, 2014, <http://www.rfi.fr/mfi/20131204-sommets-france-afrique-ruptures-continuite/>.

Annexe

Discours de Dakar, le 12 octobre 2012

Discours du Président de la République française François Hollande devant l'Assemblée nationale sénégalaise, le 12 octobre 2012.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur que vous me faites en m'invitant à m'exprimer au sein de votre Assemblée nationale. J'y vois un double symbole. Le premier, c'est le symbole de la vitalité de votre démocratie. Le second, c'est la singularité du lien qui unit nos deux pays. J'effectue ici, à Dakar, mon premier déplacement en Afrique depuis mon élection à la Présidence de la République française. Ce choix est celui de l'Histoire. Mais il est surtout et avant tout le choix de l'avenir. L'histoire que nous avons en commun, elle est belle, elle est rebelle, elle est cruelle. Une histoire qui nous lègue une langue en partage, mais aussi une culture politique en commun : la démocratie. Je pense en cet instant à Blaise DIAGNE, et à ses successeurs, qui ont activement participé aux travaux du Parlement français après la guerre. Je pense à Léopold SEDAR-SENGHOR qui fit partie, non seulement du gouvernement de la République française, mais du Comité qui fut chargé en 1958 de réfléchir et d'élaborer la Constitution de la Vème République. Je suis donc doublement en dette devant vous. Avec vos représentants Sénégalais, vous avez contribué à la République française et même à la Constitution qui me permet d'être aujourd'hui, Chef de l'Etat. Notre histoire est aussi celle d'une fraternité. Celle de combats menés ensemble.

La France se souvient qu'en 1914 et 1940, elle a pu compter sur le concours de nombreux sénégalais enrôlés de gré ou de force sous le drapeau tricolore et dont le courage a permis à notre pays d'être celui qu'il est aujourd'hui. Par deux fois au cours du dernier siècle dernier, le sang africain a été versé pour la liberté du monde. Je ne l'oublierai jamais. Cette histoire, notre histoire, a aussi sa part d'ombre. Comme toute Nation, la France se grandit lorsqu'elle regarde lucidement son passé. Je serai cet après-midi avec le Président Macky SALL sur l'Ile de Gorée pour rendre hommage à la mémoire des victimes de l'esclavage et de la traite négrière, en présence d'élus des Outre-mer français dont j'ai souhaité la présence à mes côtés. L'histoire de

l'esclavage, nous devons la connaître, l'enseigner et en tirer toutes les leçons pour que l'exploitation des êtres humains puisse être combattue avec la plus grande énergie, parce que c'est l'idée même de l'humanité que nous avons en partage. A la Maison des esclaves, qui fait face à l'océan Atlantique, je ne m'inclinerai pas seulement devant l'histoire, devant ces hommes, ces femmes, ces enfants emmenés de force pour être esclaves : mais je m'engagerai aussi pour la dignité humaine partout où elle est blessée et vous serez avec moi dans ce combat. La part d'ombre de notre histoire, c'est aussi la répression sanglante qui en 1944 au camp de Thiaroye provoqua la mort de 35 soldats africains qui s'étaient pourtant battus pour la France. J'ai donc décidé de donner au Sénégal toutes les archives dont la France dispose sur ce drame afin qu'elles puissent être exposées au musée du mémorial.

Mais la meilleure raison, la plus sûre raison même de ma présence ici, c'est que je veux vous parler de l'avenir. L'avenir du Sénégal, l'avenir de l'Afrique. Le Sénégal, votre pays, votre République est un exemple. Les trois premiers présidents sénégalais ont su, dans leurs diversités, transmettre, tous, le flambeau à leur successeur, permettant à votre pays, et soyez en fiers, de réussir des alternances sans déchirement. Votre Assemblée, ici, devant laquelle je m'exprime, est l'une des seules du continent à avoir exercé la totalité de ses droits, sans interruption, depuis l'indépendance. Et quand je vois, sous mes yeux, le nombre de femmes, présentes ici comme représentantes du peuple sénégalais - un rapport qui a doublé par rapport aux dernières élections - cela m'inspire beaucoup de modestie, parce qu'en France nous ne sommes pas encore à votre niveau, même s'il y a eu quelques progrès. Voilà ce qui nous rassemble, Mesdames et Messieurs les députés. Le respect des droits de l'Homme, l'égalité devant la loi, la garantie de l'alternance, les droits des minorités, la dignité de la femme, la liberté religieuse : autant de valeurs universelles ancrées chez vous et qui doivent s'épanouir dans toute l'Afrique.

Je ne suis pas venu ici, à Dakar pour montrer un exemple, pour imposer un modèle, ni pour délivrer une leçon. Je considère les Africains comme des partenaires, comme des amis. L'amitié crée des devoirs : le premier d'entre eux est la sincérité. Je veux leur parler librement, directement, le faire sans ingérence, mais avec exigence. La démocratie vaut pour elle-même, partout. Aucun pays, aucun continent, ne peut en être privé. Mais elle vaut aussi pour ce qu'elle permet, pour ce qu'elle apporte. Il n'y a pas de vrai développement économique, ni de vrai progrès social sans démocratie. J'ai une conviction profonde : si l'Afrique, berceau de l'humanité, parvient à vivre et à faire vivre pleinement la démocratie, partout et pour tous, si

elle réussit à vaincre ses divisions, alors l'Afrique sera le continent où se jouera l'avenir même de la planète.

L'Afrique est portée par une dynamique démographique sans précédent : la population au sud du Sahara doublera en l'espace de quarante ans - pour atteindre près de 2 milliards de femmes et d'hommes en 2050. Le nombre d'habitants aura été multiplié par dix en un siècle : c'est un changement sans équivalent dans l'histoire même de l'humanité. L'Afrique est la jeunesse du monde. Elle est aussi une terre d'avenir pour l'économie mondiale. La croissance y est supérieure à beaucoup de croissances des pays dits développés, cette croissance a été ces dernières années toujours à un rythme plus important et elle vous permet, même si c'est difficile, d'accéder à de nouveaux marchés, à de nouveaux produits. Les besoins d'infrastructures sont considérables. La qualité de son agriculture, ses ressources naturelles, ses richesses minières, ce continent a tous les atouts pour être demain le continent de la croissance, du développement et du progrès. Il y a en Afrique un potentiel exceptionnel. Les paysans, les artisans, les étudiants, les entrepreneurs, les savants constituent une ressource formidable pour votre avenir.

Les grands pays se tournent vers l'Afrique et investissent massivement. Vous n'avez pas à avoir peur de cet intérêt nouveau. Vous pouvez vous en méfier, il peut y avoir des prédateurs. Vous devez être conscients que vos institutions, vos pratiques, vos capacités vous permettront de guider, d'orienter ces capitaux dans votre propre intérêt. Permettez-moi le discours de la franchise. Votre défi, c'est de renforcer la place de votre continent dans la mondialisation. C'est de donner une finalité plus humaine à ce monde, de prendre votre place, d'assumer votre responsabilité. Aucun enjeu planétaire ne pourra se faire sans l'Afrique. Toutes les réponses essentielles passent déjà par votre continent : l'économie, les matières premières, l'environnement, l'énergie, la gouvernance mondiale. Dans toutes les grandes négociations internationales, sur ces sujets, la France et l'Europe mais aussi l'Afrique partagent la même vision de l'avenir. Je vous fais, ici, une promesse, dans ces grandes négociations qui ont lieu aujourd'hui sur le commerce, sur le climat, sur les questions économiques, vous êtes notre premier partenaire et la France sera votre premier allié. Le devoir d'un pays comme le mien, c'est de vous accompagner dans les domaines d'avenir, pas simplement les ressources naturelles mais aussi l'agro-alimentaire, les télécommunications, les services.

C'est vers cette Afrique de demain que je suis tourné, c'est vers cette Afrique de demain que je viens ici au Sénégal. Le changement viendra d'abord et avant tout des peuples. Les africains ont

pris leur destin en main et ce mouvement ne s'arrêtera pas. Chaque pays en Afrique connaît son propre dynamisme et parfois connaît des rechutes. Chaque pays adapte ses institutions à ses réalités. Chaque pays est chahuté par des mouvements qui contestent les frontières issues de la colonisation. Mais au-delà de toutes ces turbulences, j'ai confiance. L'Afrique est en marche et les principes sur lesquels elle peut fonder son développement sont ceux-là même que vous portez ici au Sénégal. Le premier de ces principes auxquels j'adhère, c'est la transparence. Vous avez raison d'exiger de toutes les entreprises qui viennent ici investir chez vous ou occuper des positions d'être transparentes et de pouvoir rendre des comptes chaque fois qu'il est nécessaire. Le second principe c'est la bonne gouvernance. C'est une condition de la stabilité, de la sécurité et de la probité. C'est pourquoi je salue ici l'initiative du Président Macky SALL de lancer une opération de récupération des biens mal acquis. La France n'y fera pas obstacle, jamais. La lutte contre la corruption, les abus financiers, contre l'impunité est l'affaire, non pas de l'Afrique, c'est l'affaire de tous. Nous devons être intraitables face à ceux qui pourraient se croire autorisés à voler les deniers de leur propre pays, mais aussi être implacables face à ceux qui viennent chercher des contrats en ne négligeant aucun moyen de pression ou d'influence. Le troisième principe c'est l'égalité. Car si l'Afrique se développe à un bon rythme, si sa croissance est particulièrement dynamique, le nombre de pauvres, lui, ne cesse de progresser à mesure que la population elle-même augmente. Près de la moitié des pays du continent sont en passe d'atteindre, et c'est votre fierté, les objectifs du Millénaire. Mais trop nombreux sont ceux qui restent au bord du chemin. La question des inégalités, est, pour vous comme pour nous, pour le Sénégal comme pour la France, au cœur du message que nos peuples attendent de nous. Et notamment les femmes qui en Afrique constituent une formidable force de changement et de transformation. Plus nombreuses que par le passé à s'impliquer dans la vie économique et sociale, elles jouent un rôle majeur auprès de la jeunesse africaine qui représentera les deux tiers, bientôt, de la population du continent.

Voilà, ce que je voulais vous dire : confiance en vous, fierté de ce que vous avez déjà accompli, ouverture aux autres et certitude que vous êtes sur le bon chemin, que l'Afrique est un continent d'avenir. Mais en même temps je n'ignore rien des menaces auxquelles vous faites face et des périls qui sont autour de vous. Je pense particulièrement au Mali, victime de groupes extrémistes qui font régner la terreur dans le Nord. C'est votre sécurité qui est en jeu, c'est aussi la nôtre, celle de l'Europe qui connaît la valeur inestimable de la paix pour laquelle elle a obtenu aujourd'hui même le Prix Nobel. Cette Europe qui a fait la paix, qui fait la paix, cette Europe, elle doit aussi faire la paix et vouloir la paix en Afrique chaque fois qu'il y a un conflit et du

terrorisme. Elle sera derrière vous. Mais c'est vous, les Africains, qui aurez la responsabilité de décider ce qui est bon pour votre propre sécurité. Le futur de l'Afrique se bâtira par le renforcement de la capacité des Africains à gérer eux-mêmes les crises que le continent traverse. Les organisations telles que la CEDEAO et l'Union africaine se sont imposées dans le traitement d'un certain nombre de conflits. C'est très encourageant. L'engagement des armées africaines dans le maintien de la paix, au sein des Casques Bleus en est la preuve. Je pense au courage des Burundais, des Djiboutiens, des Ethiopiens, des Kényans et des Ougandais qui payent un lourd tribut pour libérer la Somalie. Je salue ici les soldats sénégalais engagés dans des opérations de maintien de la paix difficiles, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, en RDC et au Soudan. Merci au Sénégal.

Aujourd'hui, c'est la crise que connaît le Nord du Mali, occupé et violenté, qui doit nous fédérer. On en connaît les causes, elles sont multiples. Les pratiques maffieuses des groupes terroristes, les erreurs qui ont marqué la fin de l'intervention en Libye, et notamment le manque de contrôle des armes, les trafics de drogue qui ont corrompu une partie de l'économie malienne, mais qui menacent, on le sait bien, une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest. Il y a aussi une insuffisance du développement économique au Sahel, qui a nourri le désespoir. Je connais tout ça. Y compris l'absence de mise en œuvre effective des accords passés qui auraient dû conduire à une coexistence harmonieuse entre les communautés du Mali. Mais sommes-nous là pour faire des analyses, pour essayer de comprendre, ou pour prendre nos responsabilités ? Les horreurs actuelles ne peuvent plus se poursuivre. Comment accepter ces mausolées profanés, ces mains coupées, ces femmes violées ? Comment tolérer que des enfants puissent être enrôlés de force par des milices, que des terroristes viennent dans cette région pour ensuite semer la terreur ailleurs ? La France, je l'ai dit aussi, à travers ses ressortissants dans cette région, a été attaquée et agressée. Le Mali a fait appel à la communauté internationale et demande un soutien. Nous devons le lui apporter, avec la CEDEAO, avec l'Union africaine. L'Organisation des Nations Unies, à notre initiative mais aussi à l'initiative de bien des pays européens, est désormais prête à apporter aussi une base légale. Au moment même où je m'exprime, une résolution au Conseil de sécurité est en train d'être délibérée. Elle permettra de donner un cadre légal à ce que les Africains décideront eux-mêmes d'engager.

Chers amis,

Je vous ai parlé de votre avenir, de vos capacités, de vos atouts. Des menaces aussi. Des responsabilités qui sont les vôtres. Mais je veux, maintenant, vous dire ma volonté de

renouveler la relation entre la France et l'Afrique. Le temps de ce qu'on appelait autrefois « la Françafrique » est révolu. Il y a la France et il y a l'Afrique. Il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, sur la clarté et sur la solidarité.

La clarté, c'est la simplicité dans nos rapports d'Etat à Etat. Les émissaires, les intermédiaires, les officines trouvent désormais porte close à la Présidence de la République française comme dans tous les Ministères.

La clarté, c'est dans la constitution du Gouvernement, que j'ai décidé de former, la décision que j'ai prise de remplacer le Ministère de la Coopération par celui du Développement placé auprès du Quai d'Orsay, indiquant ma conviction que nous devons gérer ensemble les grands défis de l'humanité, les changements climatiques, la question des maladies, le développement solidaire. Bref, ce qui compte aujourd'hui, ce qui est espéré de la France ce n'est pas une coopération, c'est un développement. Le respect, c'est aussi la franchise. Elle doit être réciproque. Je ne cèderai pas à la tentation de la complaisance, et je n'en attends pas non plus en retour de la part de l'Afrique. Nous devons tout nous dire. Ce que nous pensons, ce que nous croyons, ce qui est utile. Cette sincérité, elle vaut en particulier pour le respect des valeurs fondamentales : la liberté des médias, l'indépendance de la justice, la protection des minorités. Car, sans Etat de droit il ne peut y avoir de fonctionnement normal de l'Etat, ni d'investissement durable des entreprises, ni de société en paix. Nous devons être particulièrement engagés dans la lutte contre les violences. Violences faites aux enfants, violences faites aux femmes, violences faites aux personnes déplacées. Voilà le message que nous devons faire passer ensemble, français et africains. Le respect, c'est une définition parfaitement claire de la présence militaire française en Afrique. Celle-ci ne pourra se poursuivre que dans un cadre légal et transparent. Ainsi, l'accord de défense entre la France et le Sénégal a récemment été revu. Il sera rapidement ratifié dans nos deux pays, dans nos deux Parlements. Il en sera de même partout, et ces accords de défense ne contiendront plus de clauses secrètes. J'irai au bout de cette démarche, car je veux aussi tirer tous les enseignements des crises que nous devons affronter ou que nous avons traversées. Nous n'avons pas besoin de forces statiques en Afrique, nous avons besoin de forces réactives, capables de s'adapter et de privilégier une réponse plutôt que simplement une présence. C'est dans cet esprit que sera définie la nouvelle politique de défense de la France.

Je vous ai parlé de clarté, je vous ai parlé de respect. Je veux vous parler de solidarité. La solidarité, c'est le développement. L'Afrique sub-saharienne est la première priorité de la politique de la France, puisqu'elle concentre plus de la moitié de notre effort budgétaire. Mon

pays est particulièrement actif pour défendre les intérêts de l'Afrique dans les institutions multilatérales. Mais le partenariat franco-africain ne peut pas, ne doit pas se limiter aux seuls Etats. Il associera donc les ONG davantage qu'aujourd'hui, les collectivités locales. Et puis aussi tous ceux qui, entrepreneurs, veulent participer avec les sociétés civiles à ce que nous avons à faire ensemble. Il faut en terminer avec ces relations d'Etats à Etats qui ignorent les peuples et les sociétés. La solidarité, c'est aussi d'aller chercher de nouveaux financements, ce que j'appelle les financements innovants, pour trouver de nouvelles ressources et les mettre au service de projets futurs. Au niveau européen, une taxe sur les transactions financières sera bientôt en place dans onze pays. Pour la France, 10 pour cent du produit de cette taxe ira au développement et à la lutte contre les pandémies qui meurtrissent votre continent. Je pense au paludisme, à la tuberculose, au Sida. Nous allons avec cette taxe sur les transactions financières montrer une nouvelle fois l'exemple. L'exemple de ce que nous pouvons faire pour limiter l'influence de la finance. L'exemple de ce que nous devons faire pour utiliser les ressources au service du développement. La solidarité, elle ne peut être simplement qu'une affaire de finance et d'échange de moyens matériels ! La solidarité, c'est aussi l'échange entre des hommes et des femmes qui veulent circuler. J'entends mettre fin à ce paradoxe absurde, qui fait que la France dans un passé récent, ait trop souvent fermé la porte à ceux-là même qui voulaient y créer des emplois, y développer des échanges, participer à l'effort de recherche ou de création artistique ! Je souhaite donc que les procédures administratives soient simplifiées pour les étudiants, dès lors qu'ils sont motivés, talentueux, capables de subvenir à une grande part de leurs besoins. Je veux aussi que les artistes, les créateurs ne soient pas contraints de renoncer à un déplacement en France faute d'obtenir un visa. J'ai entendu le message de votre Ministre de la Culture, Youssou N'DOUR. C'est parce que j'ai entendu ce message que nous allons améliorer nos procédures, tout en étant responsables sur la maîtrise de notre immigration.

La solidarité, c'est, aussi, la consolidation de la zone franc. Vous êtes attachés à cette zone de stabilité monétaire. Vous savez ce que vous lui devez, c'est-à-dire d'avoir été capables de créer, vous aussi, une union de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, qui a permis une intégration et une stabilité. Mais, en même temps, est-ce que nous ne pourrions pas réfléchir ensemble, pays de la zone franc et la France, à assurer de manière plus active la gestion des réserves, des monnaies, de façon à ce que nous puissions les utiliser pour la croissance et pour l'emploi ? Voilà l'enjeu de la relation entre la France et l'Afrique : développement des économies, un niveau supérieur dans nos échanges, une conception commune de nos responsabilités, des valeurs que nous portons, des exigences que nous posons. Pour amplifier

encore la croissance et le développement, je veux établir entre l'Europe et l'Afrique des relations économiques et commerciales plus équitables. Je considère que la position des pays africains dans la négociation des Accords de partenariat économique n'a pas été assez prise en compte. Cette discussion s'est enlisée. Je suis favorable à ce que nous la relançons sur de nouvelles bases, avec des conditions de calendrier et de contenu plus favorables pour les pays africains. Vous devez prendre votre part, dans les échanges, dans les négociations internationales. La France vous y aidera ! Nous voulons permettre aux Etats africains de négocier de meilleurs contrats avec les multinationales étrangères, et notamment dans le secteur minier. C'est la raison pour laquelle mon pays a mis en place, avec la Banque mondiale, une facilité financière pour renforcer l'assistance juridique aux pays africains dans la négociation de leurs contrats. Il s'agit de permettre aux pays d'Afrique de percevoir un juste prix pour les ressources qui sont prélevées sur leur territoire. Ici au Sénégal, mes chers amis, ces principes se traduisent par la volonté de la France d'être toujours à vos côtés. C'est la raison pour laquelle j'ai accordé en juillet dernier à votre pays une aide budgétaire exceptionnelle de 130 millions d'euros, pour répondre aux urgences que je connaissais et qui obligeaient la France. Il ne s'agissait pas de générosité, il s'agissait de solidarité, il s'agissait de compréhension. Vous savez l'importance que j'accorde à la relation entre nos deux pays.

Je salue ce que vous avez voulu faire avec le Président Macky SALL en donnant la priorité à la jeunesse. Priorité à la jeunesse, ce fut aussi le thème de ma campagne présidentielle en France. Je sais ce qu'elle représente ici au Sénégal et partout en Afrique. Je comprends donc votre exigence, votre impatience. Tout à l'heure, nous visiterons avec le Président SALL, l'un des 3 centres de formation professionnelle que l'Agence Française de Développement a récemment financé à Dakar. La France continuera d'agir dans cette direction pour renforcer votre potentiel en matière d'éducation, de qualification. Nous agissons pour la rénovation de collèges publics dans l'académie de Dakar. Nous sommes conscients aussi que les jeunes africains veulent être mieux formés, ici dans leur propre pays, avec de grandes universités parce qu'il y a besoin de grandes universités africaines avec des centres de recherches pour que vous puissiez faire étudier, ici, vos enfants. Ce qui n'empêchera pas qu'ils puissent se déplacer pour nous apporter leurs concours et le produit de leur travail. Mais c'est ici que leur formation doit être faite et c'est ici que les jeunes qui sortiront de vos écoles, de vos universités, partout en Afrique et au Sénégal, devront trouver l'emploi qu'ils recherchent.

A travers l'éducation, à travers une conception de la santé, à travers les transports, les

infrastructures que nous voulons développer, bref tout ce qui permet la mobilité, l'échange, la communication -- qu'est-ce que nous voulons faire ? Nous développer ? Oui, sans doute, mais également partager. Partager une culture, partager une langue. Parce que, ce qui nous unit aussi, c'est la francophonie, cette communauté qui permet de mieux se comprendre, mais aussi de mieux agir, cette communauté vers laquelle j'irai avec le Président Macky SALL demain, à Kinshasa, pour la convaincre de s'élargir encore, de prendre toutes les initiatives et de porter des valeurs. Parce que parler une langue, parler la langue française, qui est ici une langue africaine, c'est aussi transmettre des valeurs, porter des messages, inspirer des peuples ; parler la langue française, c'est parler la langue de la liberté, c'est parler la langue de la dignité, c'est parler la langue de la diversité culturelle. C'est votre langue, c'est notre langue, nous l'avons en commun. Diffusons-la, portons-la et faisons en sorte que ceux qui la parlent aient une chance de plus que les autres. Nous ne demandons pas d'écraser d'autres langues. Ici la langue française ne chasse aucune autre langue. Elle n'écrase rien, elle permet tout. Voilà pourquoi nous voulons partager ce bel idéal de la francophonie.

Vous avez aussi besoin, non seulement d'échanges humains, culturels, linguistiques ; vous avez besoin aussi d'échanges - je l'ai dit - d'infrastructures, de transports. Vos villes sont en train d'être transformées en Afrique. De très grandes villes mondiales seront en Afrique avec ce que cela génère comme complexité d'urbanisme, comme exigence de logements. Je suis arrivé à l'aéroport - j'ai mis un certain temps avec le Président Macky SALL car les Sénégalais étaient venus nombreux nous accueillir et nous circulions au ralenti. J'ai eu le temps d'observer ce que je découvrais. Je voyais ces immeubles qui sortaient de terre, je vois bien les besoins. Voilà pourquoi la France est prête à prendre toute sa part à cette construction, à cette invention. Je parle des villes et je n'oublie pas les campagnes. L'Afrique a aussi un atout formidable avec la ruralité. Ne croyez pas que c'est une charge ou un poids ; ne pensez pas qu'il y aurait un exode rural qui serait irréversible, parce que ce serait ce qui vaudrait pour tous les développements. Non, votre agriculture doit être développée, vos produits peuvent être plus nombreux qu'aujourd'hui et mieux mis en valeur. Vous devez assurer votre sécurité alimentaire, la productivité en matière agricole peut connaître, en Afrique, un développement considérable. Nous serons avec vous parce que l'Afrique a besoin de se nourrir par elle-même et d'assurer sa sécurité et son indépendance alimentaire.

Mesdames et messieurs, chers amis,

Je ne voudrais pas m'installer trop longtemps à cette tribune, c'est la vôtre. Vous m'avez fait

grand honneur -- je le disais -- de m'accueillir ici. J'ai ressenti une grande émotion. Nous sommes dans un lieu que le colonisateur avait lui-même bâti. Vous vous en êtes libérés, vous avez été capables de trouver votre voie. Vous êtes une grande Nation et vous m'accueillez aujourd'hui comme un ami. Nous sommes à la fois liés par l'Histoire et en même temps tellement conscients de ce que nous avons à faire ensemble, les uns avec les autres. Vous attendez de la France, non pas des mots, non pas des principes, même si les principes conduisent à l'action. Vous attendez qu'elle pose des actes, montre des preuves qu'elle est à vos côtés. Je veux essayer de vous convaincre que vous devez être fiers de vous-mêmes, fiers de votre avenir, conscients de votre présent et que vous avez à faire, finalement, le plus beau chemin possible, celui de votre développement. Vous avez une jeunesse qui, je le sais, attend beaucoup et parfois attend trop longtemps. Elle s'impatiente. Nous avons le devoir, les uns et les autres, de lui répondre.

Je remercie le Sénégal, ses honorables députés, son Président de l'Assemblée, le Président de la République, son Gouvernement. Je remercie le Sénégal et le peuple sénégalais de m'avoir attendu, accueilli et accompagné, je ne l'oublierai jamais. Je me souviendrai longtemps de la chaleur de son accueil. Mais nous avons encore tant à faire ensemble. Une grande histoire commune nous lie. Il nous revient maintenant d'écrire, ensemble, un nouveau récit, de tracer l'avenir. J'ai retrouvé une belle phrase qui se trouve dans votre hymne national que le Président SENGHOR vous a laissé. Elle témoigne de ce que nous pouvons faire avec vous. « Epaule contre épaule », faire avancer la France et l'Afrique ensemble.

Vive le Sénégal.

Vive la France.

Vive l'amitié entre le Sénégal et la France.

Discours à l'Assemblée générale de l'ONU, 24 septembre 2014

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,

Vous comprendrez qu'aujourd'hui je m'exprime devant vous avec une émotion particulière, puisque l'un de mes compatriotes vient d'être lâchement assassiné en Algérie par un groupe terroriste lié à « Daech ». Il s'appelait Hervé Gourdel, c'était un homme plein d'enthousiasme qui aimait la montagne et qui pensait pouvoir se livrer à sa passion en allant dans le Djurdjura, en Algérie. Il a été capturé et il a été décapité. Voilà ce que le terrorisme fait. Il ne le fait pas qu'à la France. Il y a encore quelques jours, c'étaient les Américains, Anglais, qui étaient touchés par la même barbarie.

Ces groupes, et ce groupe-là, « Daech », ne frappe pas simplement ceux qui ne pensent pas comme lui. Ils frappent des musulmans, ils frappent des populations civiles, ils frappent des minorités. Ils violent, ils tuent. Voilà pourquoi, le combat que la communauté internationale doit mener contre le terrorisme ne connaît pas de frontières. Et c'est le même drapeau qui doit être porté, celui des Nations Unies, celui des valeurs pour lesquelles cette organisation a été fondée : la dignité humaine, la liberté, le regard que nous devons avoir sur le monde de demain, un monde de justice.

La France est pleinement engagée dans ce combat-là. Elle l'a été en Afrique quand elle a été appelée au Mali ; elle a été rejointe heureusement par beaucoup de pays africains, européens, maintenant les Nations Unies. La France est engagée chaque fois qu'il y a un risque. Mais aujourd'hui, c'est en Irak et en Syrie que cette menace existe. Elle ne concerne pas que cette région, puisque le groupe « Daech » a décidé non seulement de conquérir des territoires, imaginant fonder un Etat. Mais ce groupe menace l'ensemble du monde, en provoquant des attentats, en organisant des enlèvements, en recrutant des combattants venus de tout le monde pour les former, pour leur montrer la barbarie dont ce groupe est capable afin qu'ils le reproduisent, ce sinistre mouvement du terrorisme dans nos propres pays.

C'est parce que cette menace existe non seulement pour la région mais pour le monde que la France a entendu répondre à l'appel des autorités irakiennes pour que nous puissions leur prodiguer d'abord une aide militaire à travers la fourniture d'armes, c'était au mois d'août dernier, mais aussi à travers un appui maintenant aérien pour éviter que le groupe « Daech » continue, puisse continuer, sa progression.

Nous voulons l'affaiblir. Nous voulons le réduire, mais nous savons aussi que tant qu'il n'y

aura pas un règlement de la crise syrienne tous nos efforts risquent d'être réduits, d'où l'enjeu non pas simplement de faire qu'il y ait une action contre le groupe « Daech » mais aussi une solution politique. Nous nous soutenons, la France, l'opposition syrienne, l'opposition démocratique. Nous la considérons comme la seule représentante légitime du peuple syrien. Et là-dessus, nous ne transigeons pas et nous ne faisons aucun compromis parce qu'il y aurait menace. Le régime de Bachar Al-Assad mérite tout autant d'être condamné car il est complice de ce qui s'est produit en Syrie depuis trois ans, 200 000 morts et combien de personnes déplacées.

Mesdames et Messieurs,

La France vit une épreuve à travers la mort, l'assassinat d'un de nos compatriotes, mais la France ne cède jamais devant le chantage, devant la pression, devant les actes barbares. Au contraire, la France sait qu'elle est attendue, la France sait qu'elle porte des valeurs, la France sait qu'elle a un rôle à jouer et elle n'y renoncera jamais et la lutte contre le terrorisme va être poursuivie, amplifiée autant qu'il sera nécessaire, dans le respect du droit, dans le respect aussi de ce qu'est la souveraineté des Etats car nous ne nous trompons pas lorsque nous agissons, nous le faisons toujours dans le respect des principes des Nations Unies. Je voulais vous parler aussi d'autres régions du monde qui connaissent également des menaces pour notre propre sécurité. Je voulais parler de l'épidémie Ebola, parce que je sais combien elle touche nos amis africains. Mais là encore, regardons au-delà même de ceux qui sont touchés. Qui peut imaginer que l'épidémie restera confinée dans quelques pays si nous n'intervenons pas ? Là aussi, la menace est globale. Là encore, la réponse doit être globale. Et donc la France, l'Europe, le monde doivent apporter aux pays qui sont touchés par cette épidémie, à la fois les soins nécessaires, la protection indispensable, l'aide économique qui est attendue. Parce que là aussi, s'il y a la moindre faiblesse, le moindre manquement à la solidarité, ce seront tous nos pays qui seront touchés.

Mesdames et Messieurs,

J'étais venu aussi devant vous pour vous parler de ce qui se passe en Europe, à côté de l'Europe, de ce qui s'est produit en Ukraine, avec des manquements là aussi à des principes du droit international. Mais l'enjeu aujourd'hui, même en Europe, c'est la paix et de faire en sorte que le cessez-le-feu qui est intervenu puisse se transformer en un règlement durable de ce conflit. Aucun continent n'est épargné, par aucune menace. Tout est fragile, tout est précaire, tout est vulnérable. A nous d'avoir la même conscience des risques, des dangers, des périls qu'au

lendemain de la Seconde Guerre mondiale. A nous de penser qu'il n'y a pas simplement à faire un devoir de mémoire mais un devoir d'avenir. A savoir quel monde nous voulons.

Le monde que nous voulons, et c'est le dernier point que je veux ici évoquer, doit être celui d'un changement climatique. Parce que le désordre actuel, là aussi, menace non seulement notre génération mais bien sûr celle qui nous suivra, menace notre propre sécurité, car il y a aujourd'hui plus de déplacés à cause du dérèglement climatique qu'à cause des guerres qui sont pourtant, hélas, tellement intenses, tellement meurtrières sur notre planète. La France a pris là aussi ses responsabilités. Elle a décidé d'organiser la conférence sur le climat en décembre 2015. Je me félicite qu'ici même, grâce au Secrétaire général Ban Ki-moon, il y ait eu ce sommet qui a permis de mobiliser les consciences, les Etats, les institutions financières, les entreprises, la société civile, de nombreuses manifestations ont eu lieu. Parce que nous devons réussir la conférence de Paris, non pas parce que c'est à Paris mais parce que c'est le rendez-vous qu'a le monde avec lui-même. Il y a des instants, des périodes dans l'histoire où nous pouvons décider, décider non pas simplement pour nous-mêmes, mais décider pour l'humanité. Ce moment-là est venu. A Paris, nous devons tout faire pour qu'il puisse y avoir un accord global, un accord qui puisse être contraignant, qui puisse être différencié selon les niveaux de développement, qu'il puisse y avoir ce fonds vert auquel la France a consacré un milliard de dollars pour les prochaines années. Je souhaite que d'autres pays nous suivent parce que nous avons besoin de ce fonds vert pour permettre à des pays qui n'ont pas le niveau de développement de pouvoir assurer leur croissance et en même temps la transition énergétique.

Mesdames et Messieurs,

C'est un moment triste que je vis aujourd'hui au nom de la France, que les Français éprouvent mais c'est un moment aussi de sursaut et de responsabilité. Pour le monde, pour la planète, nous devons lutter contre le terrorisme. Nous devons agir pour la paix. Nous devons réduire les inégalités. Nous devons faire aussi notre devoir par rapport aux générations futures, faire que Paris soit un succès pour le climat et faire que les Nations unies puissent être toujours fidèles au mandat qui leur a été donné au lendemain d'une guerre, une guerre terrible. Mais nous sommes encore devant des défis. Nous sommes sûrs de les relever si nous sommes unis pour nous rassembler et ainsi emporter cette victoire. Merci.